

le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Acquis sociaux ça branle dans le manche



M 02137 - 1480 - F: 2,00 €

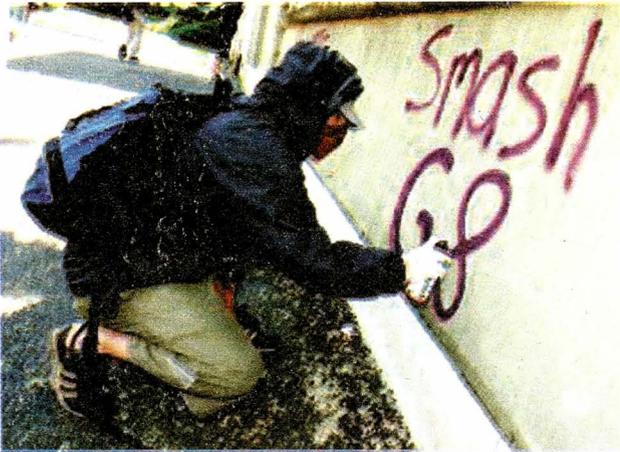

2€
ISSN 0026-9433

« Tant que nous endurerons les patrons, tant que nous engraisserons cette charognerie, nous serons malheureux comme les pierres du chemin. »

Émile Pouget

hebdo n° 1480
du 31 mai au 6 juin 2007

Sommaire



L'autruche, par F. Ladrissé, page 5

Les brèves de combat, page 6

La **réforme** de l'Éducation nationale, par Jacqueline, page 7

Perquisition chez **Globenet**, par Cha, page 8

Le Zimbabwe en crise, par le magazine *Freedom*, page 9

Anarchistes en **Europe de l'est**, par P. Schindler, page 10

Du transport à la **mobilité**, par Dr. Martius, page 11

Handicap au travail, par Z. Neumayer, page 13

L'Université libre de Vincennes avec **René Schérer**, par P. Schindler, page 16

À propos de **Serge Latouche**, par J.-P. Tertrais, page 17

Apologie du **casseur**, par N. Potkine, page 19

Attention **religion**, par Caroline, page 20

Livre noir des atteintes à la laïcité, par J.-M. Raynaud, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 425590000621 0028 7960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



UNE PREMIÈRE VAGUE de réformes frappera l'éducation dès le mois de juillet. Le ministre de l'Éducation, Darcos, veut ainsi supprimer la carte scolaire et lancer la privatisation des universités. Pour l'instant, il se veut rassurant. La suppression de la carte scolaire n'entraînera pas d'inégalité selon lui, et la réforme des universités n'entraînera pas de sélection des étudiants, juste une certaine « autonomie ». Bref, si on le croit, sa réforme ne sert à rien...

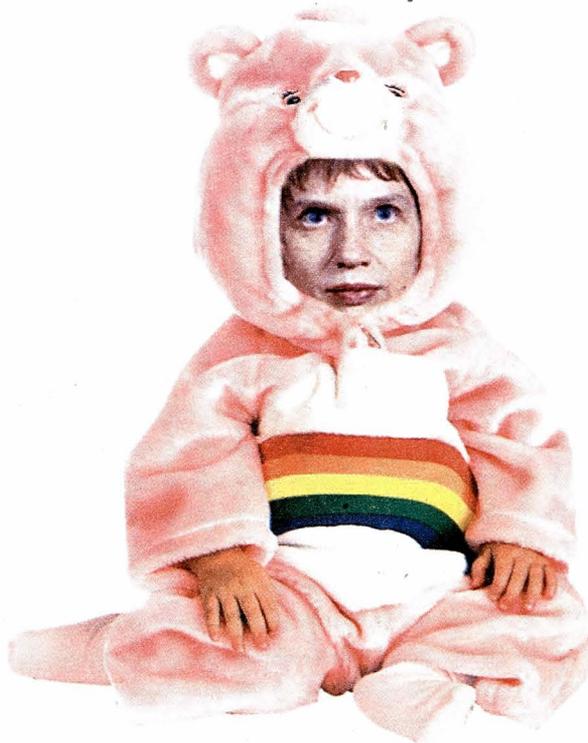
La réalité est malheureusement toute autre. Ainsi, certaines familles pourront payer le luxe à leur enfant du choix de leur école. Et nul doute que certaines écoles seront dotées de plus de moyens que d'autres. Pour l'université, c'est vers la privatisation que l'on tend. En effet, l'objectif, à terme, notamment avec le Press, est d'ouvrir des filiales afin de fournir des travailleurs clef-en-main qui correspondent à une demande des entreprises. Les étudiants pourront désormais choisir une licence « Renault » ou bien une maîtrise de « BNP-Paribas ». En contrepartie, les entreprises financeront les établissements, et nul doute qu'elles imposeront leurs conditions.

Quant aux travailleurs, le plan est déjà près. D'abord, instaurer le service minimum dans le service public pour leur restreindre le droit de grève. Ensuite, une fois que les travailleurs du public ne pourront plus être le moteur d'un quelconque mouvement social (disparition de leur statut plus protégé que dans le privé), instaurer le contrat de travail unique à tous. Et là, le droit de grève finit dans les oubliettes. La France qui travaille ne va pas être déçue!

Pour ceux qui ne travaillent pas, ça va aussi faire mal. À peine arrivé au pouvoir, le gouvernement veut déjà ajouter une franchise aux soins médicaux, comme si se soigner convenablement n'était déjà pas assez difficile pour toute une partie de la population.

Mais rassurons-nous, les syndicats sont en négociation avec le patronat. Le gouvernement ne rentrera dans la danse qu'ensuite pour légiférer. Si les syndicats négocient, nous voilà sauvés, on ne pourra même pas accuser le gouvernement du sort qui nous attend. Bref, jusqu'ici, tout va bien. Pour la suite, reste à savoir si nous nous donnerons les moyens de défier ceux qui nous exploitent.

Nul César n'est invincible



Sami Chemin

LA QUASI-TOTALITÉ des médias est concentrée entre les mains des puissances d'argent, essentiellement celles d'un bétonneur et de deux marchands de canons. Parallèlement, d'autres faiseurs d'opinion, c'est-à-dire les instituts de sondage – lesquels manient avec un art consommé les ficelles du marketing – contribuent également au conditionnement des esprits.

L'articulation entre ces deux « supra-dispositifs » en vue de servir et renforcer l'idéologie dominante a largement démontré son efficacité au cours des dernières années et plus particulièrement lors de la dernière élection présidentielle.

Qu'entendons-nous par efficacité? Pensons alors à un vieux proverbe chinois: « Quand le sage montre la Lune, l'imbécile regarde le doigt. » Mais encore? Eh bien c'est simple... le couple médias-sondagistes a constamment poursuivi une stratégie précise, ainsi, pour occulter les véritables objectifs dissimulés dans ladite stratégie, ce tandem n'a eu de cesse d'amuser la galerie à coup de petites phrases, d'un flux constant de sondages savamment manipulateurs, de mise en scène de situations accentuant la « peopolisation » du champ politique.

Ces procédés extrêmement sophistiqués visaient en réalité un seul but: implanter puis arrimer solidement dans les esprits les modèles politiques qui prévalent dans nombre de pays capitalistes, à savoir la réduction de la représentation politique à deux forces (lire deux partis), toutes deux

asservies obligatoirement à l'idéologie et à l'ordre capitaliste.

Les différences, transformées en divergences pour le bon peuple, devant porter au mieux sur des sujets « sociétaux » (terme issu de la novlangue pour mieux vider davantage le politique de sa substance) ou, au pire, sur la mise en exergue de différences cosmétiques entre telle ou telle personnalité.

Dit autrement, les servants de l'idéologie dominante n'ont eu de cesse de stigmatiser le prétendu archaïsme du champ politique hexagonal pour nous enjoindre de nous débarrasser séance tenante de nos vieux oripeaux, et de nous convertir sans plus regimber au « nec plus ultra » de la démocratie que serait par exemple: un parti républicain côté pile et un parti démocrate côté face.

Évidemment, pas chiens pour deux sous, ces penseurs à deux balles consentent à être généreux sur les détails ou, si vous préférez, nous autorisent à choisir les appellations qui nous conviennent, sous réserve de ne pas ergoter sur le principal, autrement dit d'acter que le capitalisme est l'horizon indépassable de notre temps et qu'il faut par conséquent se doter des institutions et formes de représentation politiques qui assureront sa perpétuation éternelle.

Revenons plus pleinement à nos mangeurs de grenouilles.

Du côté des conservateurs « pur sucre » la mise en forme de ce rêve a déjà eu lieu. Le César de l'Élysée a un large temps d'avance

DDDD



sur la famille d'en face (vu que parler de camp opposé serait un abus de langage). Pendant que le premier a mis ses légions en ordre de bataille et peaufine les derniers préparatifs de son offensive contre le camp des travailleurs, les seconds font dans la comédie de boulevard et agitent leurs épées de bois.

Idéologiquement, les seconds ont fait leur mue depuis belle lurette sans avoir eu besoin de la légitimer avec un quelconque Bad Godesberg. Pour autant, leur dispositif scénique souffre d'obsolescence car la cartographie des partis, en dehors de la sphère d'influence ou de l'emprise du César modèle réduit, est en pleine décomposition, d'où leurs glissements et tentatives de « recombinaison » pour ne pas être largués définitivement dans la distribution des rôles et prébendes.

L'ennui, pour ces pitres, est qu'il leur faut privilégier les prochaines élections législatives sans attendre leur grand parti ramasse-restes, faute de quoi César ne leur laissera que des rogatons.

Autrement dit et pour l'heure, l'émergence d'un clone de l'UMP paré de couleurs plus chatoyantes que l'icelle – forcément puisque « progressiste » – attendra.

Nous ne verserons pas une seule larme sur les déboires présents et futurs de tous ces sinistres personnages qui ont l'impudence de prétendre incarner le côté senestre de la politique. Itou la pusillanimité des représentants autoproclamés de la gauche de la gauche et l'impuissance sur laquelle leurs incantations débouchent, nous ne plongerons pas dans l'affliction. Tous méritent notre colère. L'heure est particulièrement grave, sinon dramatique, ce qui n'empêche pas tous ces stratèges en chambre de continuer à privilégier leurs intérêts de boutiquiers, plutôt que d'organiser la riposte de l'ensemble des travailleurs pour faire rendre gorge au César qui s'apprête à nous enfoncer son glaive dans nos flancs. Bien sûr nous délirons, car il n'a jamais été dans l'intention de ces tigres de papier d'amener les travailleurs dans la rue. Bien pire, chaque fois qu'ouvriers et étudiants ont secoué vigoureusement le joug qui les opprime, la plupart se sont évertués à freiner le mouvement d'abord, puis à l'aiguiller sur les « bons rails » c'est-à-dire à faire l'apologie des urnes, étant entendu qu'en votant « bien » on allait voir ce qu'on allait voir.

Oui, l'heure est dramatique. César et ses généraux pensent et annoncent urbi et orbi que leurs sales coups passeront comme une lettre à la poste, d'où le fait qu'ils bombent le torse et se moquent ouvertement des valétudinaires « d'en face », c'est-à-dire des partis dits d'opposition et des syndicats. Mais il faut dire que les Curiaces en question ne sont guère coriaces, aussi auraient-ils bien tort de se gêner. Ne nous leurrions pas, Sarkozy et ses séides ne sont pas des rodomonts, oui ils veulent frapper fort et vite. Ces cogneurs ont parfaitement évalué la situation, aussi leur

premier objectif est de casser le droit de grève, car ils savent que là est l'arme principale des travailleurs. Admettons que ces mercenaires du patronat parviennent à leurs fins, alors c'est un vrai boulevard qui s'ouvrirait devant eux. Dans la foulée, ils pourraient continuer à dépecer le Code du Travail, dynamiter les régimes spéciaux, généraliser la précarité du travail, transformer l'éducation nationale en une myriade de PME, pondre d'autres lois liberticides, réprimer d'une main de fer toute forme de contestation, criminaliser davantage la pauvreté, etc. Nous n'avons pas lieu de forcer le trait ni de noircir le tableau, car cette chronique des mauvais coups... évitables est programmée et déclinée sur tous les tons par César et ses courtisans aux dagues acérées. Et pendant ce temps-là, les bureaucraties syndicales défilent à la queue leu leu devant les nouveaux maîtres, se gargarisent du dialogue qui leur sera offert, pour ensuite pleurnicher soit parce que les délais pour discuter sont trop serrés, soit parce que décidément il y a trop de « chantiers » ouverts simultanément!

César est magnanime qui tient à peu près ce langage : « Vous pouvez choisir le coloris de la corde de chanvre qui vous pendra et même le lieu de l'exécution. » Eh oui, au cas où les bureaucraties syndicales joueraient la montre, une très probable chambre bleue horizon légiférerait pour aboutir au même résultat. Les temps à venir feront le lit des hypocrites puisque Chèreque et ses frères de gamelle n'auront de cesse de se défausser les uns sur les autres pour s'exonérer des responsabilités qu'ils revendiquent, à savoir représenter... et défendre les salariés!

Les gros mous de l'ex-gauche « plus rien » se hisseront sur leurs maigres pattes et jureront qu'ils mèneront une terrible bataille parlementaire en déposant des montagnes d'amendements. Puis, quand la broyeuse aura bien déchiqueté le droit de grève, tous les pitres que nous venons de citer retourneront à leur niche, car les bougres savent bien que trahir les travailleurs mérite bien un gros no-nos à ronger. Certes, nombre de facteurs objectifs constituent autant de handicaps pour mener une lutte d'ensemble. Parmi ces « lests » nous citerons particulièrement : le fort volume de chômeurs et de travailleurs précaires, le fort endettement des ménages, le chantage à la fermeture d'entreprise et surtout le crédit accordé aux urnes même quand les illusions accordées à cette voie vont diminuendo. On ne saurait minimiser les handicaps que nous venons de citer, néanmoins potentiellement la classe ouvrière et tous ceux qui ont intérêt à faire rendre gorge à César et ses généraux ont largement les moyens de briser les pièges destinés à nous broyer les os. Question de prise de conscience, ce qui suppose pour les travailleurs de recouvrer la confiance en leurs propres forces, lesquelles sont immenses. Si des milliers de Spartacus se lèvent, César et sa valetaille seront défaits, dans le cas contraire très longue et bien froide sera la nuit. S.C.



Quel avenir pour les équipementiers automobiles en France ?



AUCUN! Pour quelles raisons? Les constructeurs français (PSA et Renault) n'ont qu'un seul objectif: pousser leurs fournisseurs à les accompagner dans les pays *low costs* (notamment, les pays de l'Europe de l'Est). Et les équipementiers ne présentent aucune volonté à proposer une solution alternative à ce transfert vers l'Est, donc à un maintien des emplois en France. En effet, un équipementier a démontré à un constructeur qu'une production en France et qu'une production à l'Est ont le même coût. Ce qui en a permis le maintien en France.

On remarque très fréquemment que les économies de coût escomptées se révèlent être une source de coûts supplémentaires. Une filiale d'un groupe italien a accepté de faire faire l'assemblage final de ces pièces à Trnava (Slovaquie), dans l'usine de PSA pour les raisons suivantes: économie de frais de transport (les pièces non assemblées étant moins volumineuses) et bien entendu économie des coûts de main-d'œuvre. Petit bémol: l'assemblage est réalisé par un logisticien, non spécialiste de ce type de production, entraînant des coûts de non-qualité importants (retouche des pièces défectueuses par exemple).

Cette attirance pour l'Europe de l'Est va supprimer deux cents emplois dans la région de Dijon. L'usine de Valeo produisant des verrous, activité en déclin du fait de remplacement progressif des clés par des cartes, fermera dans les années à venir du fait d'une baisse constante des volumes de production, judicieusement préparée par la direction. En effet, toutes les nouvelles productions sont soit attribuées à l'autre usine française, soit attribuées à l'usine située en Slovaquie. La direction aurait un projet afin de pérenniser l'activité (la production de pièces de rechange), mais la direction utilise un double langage selon ses interlocuteurs: « le projet n'est plus d'actualité » ou « nous sommes toujours en train d'étudier ce projet ».

Par ailleurs, un grand nombre des nouveaux modèles qui sortiront dans les prochaines années seront équipés d'un système de fermeture à carte, production pour laquelle le site de Dijon n'est pas prêt. Les constructeurs affichent également une volonté de sortir des modèles dans les prochaines années pour concurrencer la Logan, ces véhicules seront vraisemblablement équipés de verrous traditionnels (à clés) et produits en Europe de l'Est, du fait de leur faible prix de vente.

À l'heure actuelle, le site de Dijon ne travaille que sur des modèles en fin de vie, mais, paradoxalement, c'est le site qui apparaît avec la rentabilité la plus importante de sa branche. La fermeture du site risque donc de diminuer fortement les résultats de la branche, et donc la remontée de dividendes aux actionnaires, ce site étant à leurs yeux une vraie machine à cash.

Et par une logique purement comptable, les salariés ne touchent pas de participation, mais, par contre, ils sont gentiment félicités par le groupe Valeo comme étant les salariés les plus motivés du groupe.

Cette situation paradoxale ne se produirait pas si les équipementiers automobiles n'avaient pas une logique à court terme de profit à tout prix. Bref, s'ils avaient une réelle volonté de conserver les emplois en France.

Louise Emma

Quand l'autruche éternue...

Des larmes, de la haine, du SM (Service Minimum)

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, QU'ENTENDS-JE? Le vaillant chevalier Dray, toujours au service de sa belle, feignant de s'étonner que la presse s'enquiert de sa disparition: « **Une semaine d'absence et elle vous manque déjà... remarquez, je vous comprends.** » Ah ah. Mais qu'est-ce qu'il veut dire par là? Quant à Arnaud Montebourg, porte-parole disgracié par la reine et qui depuis rame contre le courant, il se veut lui moins jovial: « **Elle n'a passé aucun coup de fil depuis son retour de vacances. Je crois qu'elle déprime.** » C'est peut-être une simple histoire de forfait, dans les deux sens du terme... Et puis méfiance avec Montebourg, le genre de type à croire que si on l'appelle pas c'est qu'on n'appelle personne.

Puisqu'on est dans le registre des pathologies pathétiques, écoutons donc Arno Klarsfeld, candidat UMP. S'adressant dans la rue à un môme de cinq ans, il lui a lancé « **Salut beau gosse, tu sais j'ai le même âge mental que toi.** » Petit prétentieux, va. Et de conclure: « **Je suis moyen, j'ai couru mon dernier marathon en trois heures et sept minutes.** » On ne saurait briller en tout.

Un autre qui n'est pas parfait, à ce qu'il semble, c'est Fillon. Tout à sa casse du système social, il trouve encore le temps de balancer ses petits camarades. Ainsi, à propos de Borloo: « **C'est un petit ambitieux qui fera tout pour me faire de l'ombre et m'emmerder.** » Est-ce pour cette raison que le même Borloo fut choisi par le même Fillon pour occuper le poste de ministre de l'Économie?

Autre cas flagrant délit d'amitié, celle que Bayrou porte, ou portait, à Hervé Morin, ex-UDF passé à l'ennemi. Celui-ci, lors de leur dernier entretien, aurait selon Bayrou pleuré à chaudes larmes: « **J'ai appris que plus les gens pleurent, plus ils vous trahissent** », en a conclu le Béarnais. Sortez les mouchoirs, et adieu l'UDF...

Au PS, l'inénarrable Dray, encore lui, a salué comme il le fallait le départ annoncé de Hollande: « **Dix ans comme premier secrétaire, cela finit par user, car la troupe socialiste est sacrément turbulente.** » De vrais petits écoliers, cheveux en brosse, culottes courtes et bataille de gommages. Adieu Hollande donc, mais la relève est assurée, en la personne de... Jospin, lequel a défini ainsi sa stratégie pour les législatives: « **L'important est d'avoir un maximum de députés socialistes.** » Ah okaaa.

Mais au PS on trouve aussi, du moins pour quelque temps encore, des grincheux de profession, tel Jean-Luc Mélançon. Après que Fillon eut prévenu qu'en cas de blocage sur le service minimum dans les transports il ferait appel à l'opinion publique, Mélançon grogna qu'alors « **les gros beaufs branleront du chef compulsivement.** » On ne saurait, pour une fois, lui donner tort. Mais aucune raison de s'inquiéter car, au sortir de la réunion avec Sarkozy, Jean-Claude Mailly de FO a affirmé sans plaisanter que « **le gouvernement respectera le droit de grève dans les transports.** » Bin si c'est le syndicat qui le dit...

Frédo Ladrissse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Abstention en Algérie

Moins moutons que le Français, sur les 19 millions d'électeurs appelés à renouveler les députés seulement 35,51 % se sont déplacés : une légitimité de plus en plus légitime !

Daimler Chrysler

Les salariés trinquent des magouilles financières entre les deux firmes : Daimler a vendu ses actions Chrysler au fonds d'investissement Cerberus pour couvrir ses obligations sociales (retraite, assurance santé), tandis que Cerberus vient d'embaucher un célèbre chasseur de coûts pour remettre la firme à flot avec force suppressions d'emplois et révision des contrats. « Always the same fucking game ! »

« Arbeit macht frei »

À peine nommé, le président d'Emmaüs et haut commissaire aux solidarités juge le RMI dépassé : « On ne peut plus garder un système dans lequel travailler maintient pauvre, ou bien dans lequel on est exclu du monde de l'emploi, du monde du travail parce que l'on considère que les exigences du travail sont trop fortes pour des millions de personnes. » À quand l'ouverture du premier stalag ?

Peine légère !

Quatre paysans ayant résisté contre la construction d'un aéroport international sur le village de d'Atenco au Mexique ont été condamnés à 67 ans de prison pour séquestration de fonctionnaires. Source CQFD.

Ça craint !

Les émissions de CO₂ ont augmenté à un rythme trois fois supérieur à celui des années 1990 entre 2000 et 2004, largement dues à la hausse de la consommation d'énergie et du carbone dans la production d'énergie. Revue de l'Académie nationale des sciences.

Consommez qui disaient !

L'endettement des ménages français atteint un niveau record en 2006, avec une dette de plus des 2/3 de leur revenu disponible, à 68,4 %, après 64,1 % fin 2005. Comptes financiers de la nation.

Faurisson faussaire !

Le TGI de Paris a débouté le négationniste des poursuites civiles pour diffamation qu'il avait intentées contre Robert Badinter, après que ce dernier l'avait traité de faussaire de l'histoire, tandis que Faurisson théorisait sur l'inexistence des chambres à gaz ; il a été condamné à verser 5000 euros de frais de justice au second. Le recteur a décidé de fermer l'université italienne de Teramo en

apprenant la venue du négationniste pour une conférence. Ce n'est pas Lyon III, du temps de Golnisch qu'on aurait vu ça !

Tri ethnique

Un listing des 38 000 électeurs inscrits à Asnières (92) fait apparaître sous forme de tableau Excel leur pays de naissance, de la Chine au Maghreb. Ce fichier illégal sert au maire, en période de campagne, à convaincre les différentes catégories d'électeurs. À Asnières, c'est le shérif, alors pourquoi se gêner ?

Mumia Abu Jamal

Pour la première fois la justice examine les recours déposés par la défense du célèbre journaliste afro-américain injustement condamné à mort en 1982 pour le meurtre du policier blanc Daniel Faulkner, à la suite d'un procès arbitraire. Le collectif « La voix des sans-voix » assistera à l'audience à Philadelphie.



Collectif refus ADN

Son objectif : faire connaître le fichier national automatisé des empreintes génétiques, les raisons de le refuser et soutenir les personnes qui refusent le prélèvement. refusadn@free.fr. Dernièrement, en marge de toute légalité, des policiers de Bobigny ont tenté d'obtenir un fichage génétique d'étrangers qu'ils avaient arrêtés pour défaut de papiers.

Identité nationale

L'Union contre l'immigration jetable condamne la création de ce ministère et rejette les notions d'immigration choisie et subie, qui ne servent qu'à diviser un plus l'espèce humaine et rappelle les périodes les plus détestables de l'histoire de France.

Le 9^e collectif des sans-papiers a, quant à lui, manifesté son opposition devant ce ministère, le samedi 26 mai.

Malsain

La mutuelle générale de l'Éducation nationale pose des dizaines de questions sur la vie privée des parents dans un formulaire transmis aux gamins

(alcoolisme, dépressions, tentatives de suicides...). Les parents d'élèves de la FCPE protestent contre l'indiscrétion des questions et le non-respect de l'anonymat. Du coup, la Ville de Paris, chargée de la santé scolaire, a suspendu l'opération : les chercheurs de la mutuelle se disent mal compris : la santé mentale des enfants est trop peu étudiée !

Homophobie

Dix-neuf syndicats de l'éducation et organisations représentatives des lesbiennes, gays, bi ou transsexuels adressent une lettre ouverte aux pouvoirs publics pointant les lacunes de l'éducation nationale en la matière, tandis que de nombreuses études mettent en évidence le taux de suicide chez les jeunes homosexuels et le rejet dont ils sont les victimes.

Police de l'UE unie

La Belgique, l'Allemagne, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche et l'Espagne et neuf autres pays de l'UE ont ratifié le traité de Prüm qui permet à la police d'accéder aux bases de données des empreintes digitales, génétiques et plaques d'immatriculation. Source : Courant alternatif.

Résiste !

En Russie, les marches du désaccord organisées par l'opposition au gouvernement ont été réprimées à Nijni Novgorod, Moscou et Saint-Petersbourg. Celle de Samara, soutenue par Angela Merkel, devrait être plus tranquille ; pourtant, trois journalistes du *Kommersant* et d'une chaîne de télé ont déjà été interpellés et traités d'extrémistes et de hooligans. Heureusement qu'ils ne sont pas anarchistes !

Le meilleur des mondes

Dans son bilan d'adieu il s'est d'abord félicité pour son action accomplie... et est persuadé que Sarkopen, son ennemi d'hier « aura à cœur de conduire le pays plus avant sur les chemins d'avenir ».

Fachoteries

Le Fhaine et le MNR feront liste à part ; dans l'entourage de Mégret, on invoque le veto de Marine Le Pen à des candidatures com munes. Le parti de MNR table sur une implosion du FN pour se rapprocher de la tendance alors emmenée par Gollnisch. Le Fhaine contre-attaque et présentera des candidats dans presque toutes les circonscriptions en développant « des thèmes qui ne seront pas repris par Sarkozy ». Ça promet !

Écoles, collèges, lycées

Bientôt transformés en PME ?

UN BEAU LUNDI du mois de mai, mes collègues de français sont convoqués dans le bureau du proviseur. Quelle a été leur surprise en voyant ce dernier sortir rapports, diagrammes et résultats pour évaluer leur travail; avec tout l'apanage de ce genre de méthodes: statistiques fausses, critères aberrants, aucune discussion possible sur les causes autres que la responsabilité des enseignants.

Simple lubie de notre proviseur? Il faut croire que non. Le rapport Darcos à venir institue et généralise ces méthodes. Sorti pendant la campagne présidentielle, servant de base au discours de Sarkozy sur l'éducation, force est de penser qu'il sera appliqué par son concepteur, le nouveau ministre de l'EN.

L'axe principal du rapport est le suivant: « Redéfinir la typologie du métier d'enseignant ». Derrière ce vocabulaire un peu obscur, se cache tout un arsenal qui, loin de rompre avec les politiques précédentes, en constitue au contraire l'aboutissement.

Le rapport affiche une prétendue volonté de réhabiliter les enseignants. Et il tape là où ça fait mal, les salaires; et relève la baisse du pouvoir d'achat (entre 2 et 3 % selon les catégories entre 2002 et 2003) et les bas salaires d'embauche.

Le décret Robien voté en février dernier aggravait cet état de fait. Il entraîne une baisse de revenu de 200 euros mensuels pour 40 % des enseignants dans un lycée de taille moyenne. Globalement, ceci correspond à la suppression d'un équivalent de 3000 postes dans le secondaire.

Le rapport préconise donc un moratoire sur le décret Robien... mais tout de suite met le holà: l'auteur précise: « Revenir sur ce décret présentera certes un avantage politique, puisqu'il symbolisera une volonté de rupture (sic), mais aussi un inconvénient majeur: il faudra dégager 40 millions d'euros en gestion 2007 [...] pour compenser en heures supplémentaires les 3000 ETP que le décret déchargea à permis d'économiser. »

Hé oui, car c'est là tout le problème de notre cher ministre: comment afficher une volonté de rémunérer plus les enseignants, tout en restant à budget constant. Problème épineux, brillamment résolu par cet intellectuel:

« Il est possible d'améliorer les rémunérations si un effort budgétaire spécifique est décidé. » Ha bah, on l'aurait pas trouvé tout seul ça...

Pour faire croire que nous allons gagner plus, on ressort donc la formule miracle, spécialement adaptée: « Travailler autrement pour gagner plus » (ou moins, c'est selon).

De fait, mis à part sur le volet salarial proprement dit, le rapport ne revient pas du tout sur la casse statutaire mise en route par le décret Robien: « table ronde avant l'été pour redéfinir les ORS des enseignants et remplacer les décrets de 1950 ». Donc une refonte complète du métier. Et ce en fonction non plus des qualifications, sur lesquelles il faut tirer un trait, mais bien sur la situation spécifique de chacun. La volonté d'exploser le corps de métier est très claire, en créant des traitements et surtout un métier totalement désunifié d'un établissement à l'autre. Il n'y aura plus les enseignants, mais l'enseignant de tel truc dans tel collège, dans tel lycée, avec à la clé l'émergence d'une inégalité aggravée entre les établissements.

De plus, aggravant ce qui faisait hurler dans le décret Robien, Darcos propose d'annualiser et de globaliser (c'est-à-dire décloisonner en termes de matière voire de tâches) le service. Ainsi un enseignant (que voudra dire alors ce nom?) devra x heures annuelles, ces heures pouvant servir certes à enseigner sa matière, mais aussi à remplacer ses collègues (procédure déjà en place avec les protocoles de remplacement instaurés fin 2005) dans n'importe quelle matière mais aussi dans n'importe quelle fonction administrative (surveillance, conseil, même adjoint du proviseur!). D'enseignants qualifiés et spécifiquement recrutés, nous devenons les tâcherons de l'EN, flexibles, mobiles... et in fine incompétents.

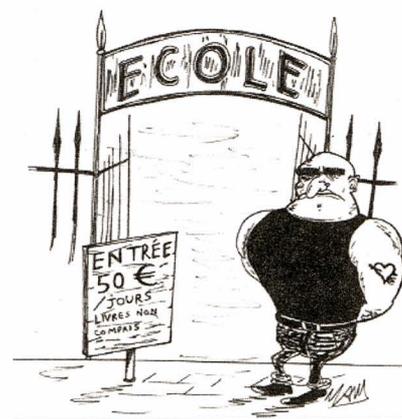
Le rapport prétend de plus faire du neuf, mais aucun des postes présentés comme « nouvelles fonctions » n'en est: ils sont actuellement lettre morte en raison du manque budgétaire. Ce rapport constitue donc une véritable exploitation de la paupérisation des enseignants afin de suppléer aux postes laissés vacants par la gestion catastrophique de l'EN ces vingt dernières années.

Exploitant également le ressenti de lassitude des enseignants, Darcos se propose d'instaurer la paie et la promotion au mérite: « L'évaluation des professeurs doit être complètement revue. Les résultats et performances de l'établissement seraient rendus publics tous les ans. Les professeurs dont les élèves auront progressé ou réussi à leurs examens, les professeurs qui auront conduit avec succès à leur terme des projets pédagogiques ou éducatifs pourront bénéficier de primes. Le chef d'établissement serait dans ce cadre le principal évaluateur du personnel. »

Les établissements vont donc à l'autonomie, et le proviseur devient un petit patron. Libre de distribuer les HS, les primes, en fonction de son appréciation individuelle. C'est donc le règne du lèche-pompage, copinage & co, qui sera mis en place avec l'application de ce projet. Avec en prime une organisation délirante des enseignements, expérimentations en tous genres, suppression ou créations d'heures, d'options en fonction des lubies locales (et patronales?), etc. Ce sera à celui qui s'empressera le plus de combler les trous, d'être une bonne bête, de remplacer, d'animer, de diriger, de rapporter, de réunir... mais surtout pas d'enseigner sa matière. Car ceci, quand même, va devenir très mal vu de la part d'un enseignant.

Jacqueline

<http://claaaaaash.over-blog.org>



Perquisition chez l'hébergeur **Globenet**



LARGE VICTOIRE à la présidentielle de Nicolas Sarkozy, « Monsieur lutte anti-terrorisme », vague de perquisitions en Allemagne avant le sommet du G8... Petit à petit, le cauchemar d'Orwell prend forme, et c'est en toute légalité que l'État peut surveiller chacun d'entre nous, et notamment à travers Internet.

Parallèlement aux perquisitions menées le 9 mai à travers toute l'Allemagne dans des bureaux et des domiciles privés, la police allemande a aussi investi les locaux de so36.net (<http://so36.net/>), fournisseur de services Internet indépendant et politiquement engagé, situé à Berlin. Ils ont copié le contenu d'un certain nombre de boîtes à courriels, listes de discussion et des sites web hébergés. Comme pour les autres perquisitions, celle-ci a été faite au nom de l'article 129a du Code pénal, sur la « formation d'une coalition terroriste ». Ainsi, la police allemande invoque le prétexte de la lutte anti-terroriste pour collecter des informations sur des organisations militantes qui agissent en toute légalité afin de manifester leur opposition au sommet d'Heiligendamm. En Allemagne, l'article 129a existe depuis les années soixante-dix et l'époque de la RAF. Mais il est peu probable qu'il soit abrogé par les temps qui courent! C'est même l'inverse: surtout depuis 2001 et les attentats du 11 septembre, la mode est à la lutte contre le terrorisme et à la multiplication des lois liberticides.

Les récents événements en Allemagne ne font que donner un exemple concret de ce à quoi peuvent mener les diverses lois antiterroristes, dont la police et la justice peuvent aisément faire un usage abusif: ce sont eux qui décident qui est un terroriste potentiel et qui ne l'est pas... en France aussi! La peur du terrorisme, entretenue par les médias, a permis aux derniers gouvernements de mettre en place des lois de plus en plus liberticides: citons, en 2001-2003, la loi sur la sécurité intérieure, et en 2006 la loi relative à la lutte contre le terrorisme. Fichage ADN, contrôle des fournisseurs d'accès à Internet: progressivement, ces lois resserrent le contrôle social. Votées

sous prétexte de lutte contre le terrorisme, le blanchiment d'argent ou la prostitution, elles permettent une surveillance accrue de tous ceux qui tenteraient de protester contre le système en place: ce n'est pas un hasard si la police veut prélever l'ADN des faucheurs d'OGM.

Et ce n'est pas fini: les récentes élections indiquent que les politiques vont pouvoir profiter encore longtemps de cette peur du terrorisme: non pas seulement parce que le président finalement élu est aussi celui qui, en tant que ministre de l'Intérieur, a déposé ces divers projets de loi, mais surtout parce plus de 80 % des électeurs se sont déplacés pour voter eu second tour d'une élection dont les mots d'ordre (des deux côtés...) étaient « ordre » et « autorité ». Et, c'est bien connu, dans la logique de l'État, pour avoir de l'ordre, il faut pouvoir surveiller les citoyens susceptibles de sortir du droit chemin.

Les diverses lois évoquées accordent une grande place à la surveillance sur Internet, et mobilisent les hébergeurs alternatifs français, qui ont aussitôt vu dans la perquisition visant so36.net une mise en pratique de ce qu'ils redoutent de plus en plus. Ainsi, le réseau Globenet a réagi aux événements en Allemagne!

Toutefois sur le site de Globenet, une rétrospective des lois mises en place en France depuis 2001² permet de voir comment, petit à petit, l'étau se resserre. En 2001, une première loi donne accès à l'autorité judiciaire aux logs de connexions conservés par les fournisseurs d'accès. En 2003, cette mesure, censée être temporaire, est définitivement inscrite dans la loi. En 2006, les fournisseurs d'accès ainsi que les hébergeurs sont désormais obligés de conserver les logs de connexion durant un an, et les services de police y ont directement accès en dehors de tout contrôle de l'autorité judiciaire: tout est sous le contrôle du ministère de l'Intérieur. La loi est aussi étendue aux cybercafés et autres lieux offrant des possibilités de connexions à Internet, peut-être les bibliothèques et les universités. Dernier épisode: le

projet de décret LCEN³, qui doit être publié cette année, porte sur l'identification des usagers d'Internet. Elle contraint les fournisseurs d'accès et dans une certaine mesure les hébergeurs à conserver et à tenir à la disposition des autorités des informations comme les pseudonymes et les mots de passe utilisés par les usagers, les coordonnées indiquées lors de la souscription d'un contrat, les dates et heures de connexion... Et, surprise, ce projet de décret fait apparaître le motif de « lutte contre le terrorisme ». Autrefois espace de liberté, Internet se transforme peu à peu en un gigantesque piège à rats...

Face à la surveillance qui se resserre et aux procédés d'intimidation, il importe plus que jamais d'être solidaires, et de ne pas oublier que la lutte se mène à un niveau international, pour défendre nos libertés... et toujours, contre le G8!

Cha

Groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste

1. <http://www.globenet.org/article206.html>
2. <http://www.globenet.org/article145.htm>
3. Sur l'application d'un article de la loi pour la confiance dans l'économie numérique, LCEN <http://www.globenet.org/article204.html>



Zimbabwe

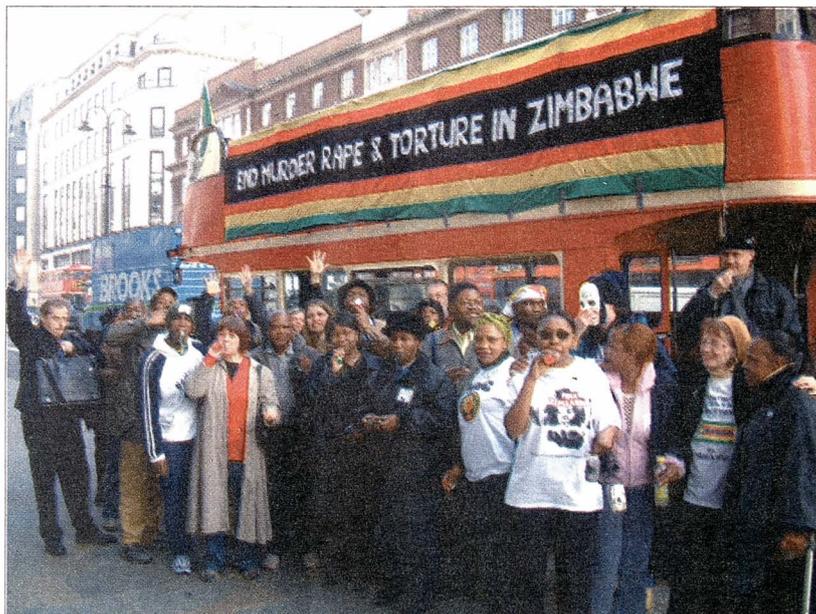
Un État en crise

AU ROYAUME UNI, la médiatisation du Zimbabwe est disproportionnée. La répression d'État est tout aussi brutale dans le reste de l'Afrique: le Nigeria, l'Éthiopie et l'Angola, entre autres, ont, eux aussi, eu leur lot de violences contre les militants et d'expulsions forcées, mais cela n'a pas été autant médiatisé. Le massacre par le président Robert Mugabe, au milieu des années quatre-vingt, de dizaines de milliers d'opposants, à Matabeland, n'a pas suscité de vagues d'indignation, ni chez les dirigeants occidentaux ni dans les médias. Ce n'est que depuis que sa politique a un impact sur la classe dirigeante blanche qu'il se trouve critiqué.

Au début des années quatre-vingt-dix, pour détourner l'attention du peuple des réformes structurelles de l'appareil d'État, Mugabe commença un processus de réforme agraire. À cette époque, les agriculteurs blancs ne représentaient que 1 % de la population, mais contrôlaient 70 % des terres agricoles.

Il y a trente ans, l'ex-pouvoir colonial britannique, pour négocier la transition « disciplinée » vers un gouvernement de la majorité noire, a fait miroiter des centaines de millions de livres sterling aux branches armées du mouvement social. Ces engagements financiers visaient à résoudre le problème de la redistribution des terres en permettant au gouvernement zimbabwéen d'acheter les terres des agriculteurs blancs quittant le pays. Les promesses ne s'étant jamais concrétisées, la réforme agraire du gouvernement Zanu a été largement limitée. Lorsque le New Labour est arrivé au pouvoir en Grande-Bretagne, en 1997, il a renié les accords antérieurs et a refusé de subventionner le processus. C'est ce qui a entraîné l'échec de la politique zimbabwéenne, qui, au fur et à mesure de la dégradation de la situation économique, est devenue de plus en plus chaotique et violente.

En avril de cette année, à Harare et Mutare, il y eut des manifestations contre le meurtre et la torture de manifestants pour la démocratie. Grace Kwinjeh, une mère isolée, militante pour le droit des femmes, a été battue à la tête à coups de barre de fer. Elle a



perdu une partie de son oreille pendant sa garde à vue. Lors de l'enterrement de Gift Tandare, qui fut tué par balle par la police durant des émeutes dans une banlieue d'Harare, la police a tiré à balles réelles sur le cortège funéraire. Alors qu'il était entre les mains de la police, Morgan Tsvangirai, un militant du MDC [partie d'opposition], a été battu jusqu'à perdre connaissance, à trois reprises. Il en est sorti avec une fracture du crâne. Questionné au sujet de Tsvangirai, Mugabe a répondu: « Évidemment qu'il a été bastonné. »

Le sommet des dirigeants des pays africains du Sud, en Tanzanie le 29 mars dernier, a ouvertement soutenu le Zimbabwe face à la pression internationale. La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) s'est abstenue de critiquer les actions du président zimbabwéen et a appelé à l'arrêt des sanctions internationales contre le pays. Le président d'Afrique du Sud, Mbeki, est présenté comme en train d'amener Mugabe vers une « diplomatie feutrée ». En fait, les dirigeants de la région, Mbeki surtout, sont responsables de la situation. L'Afrique du Sud est le principal partenaire économique du Zimbabwe, et le plus zélé soutien du président Mugabe et de son parti, le Zanu PF, aux niveaux régional et international. Maintenant ils essayent tous de travailler en sous-marin pour orchestrer un gouvernement Zanu PF réformé.

La situation économique, sociale et politique du Zimbabwe est désespérée. L'espérance de vie qui était de 60 ans en 1990 est de 37 ans aujourd'hui. Le tournant néolibéral du gouvernement ne peut qu'aggraver la

situation des plus pauvres. La rentabilisation des services publics et leur ouverture au marché ont été imposées. Ces dernières semaines ont vu des augmentations massives des factures d'eau, d'électricité, d'impôts locaux, de frais scolaires et du coût des médicaments (y compris les traitements antirétroviraux contre le sida)

Le coût des produits de première nécessité a augmenté et l'inflation avoisine les 1750 %. Le dollar

zimbabwéen continue sa chute sur le marché parallèle, ayant atteint 1 dollar américain pour 12 000 dollars zimbabwéens et le gouvernement continue de faire tourner la planche à billets. Les travailleurs gagnent à peine de quoi se payer les transports pour se rendre sur leur lieu de travail.

Cependant, l'esprit de résistance de la fin des années quatre-vingt-dix semble se réveiller. Les mouvements sociaux, les travailleurs, étudiants, militants autour de la séropositivité, ceux et celles qui pratiquent l'échange transfrontalier informel, les militants pour une réforme constitutionnelle, et les militants de base des partis politiques sont de plus en plus combatifs. Face à cette résistance grandissante, Mugabe a décrété de facto un état d'urgence à Harare. La police est fortement présente dans les rues et tout rassemblement politique est interdit.

Les médecins des hôpitaux d'État, qui, après deux mois de grève, ont gagné une augmentation de salaire, ont été les catalyseurs de cet esprit de combat. Les enseignants ont suivi et ont obtenu de meilleurs salaires. Depuis, toutes les semaines, des étudiants et des étudiantes sont arrêtés pour organisation d'émeutes. Actuellement, toutes les universités d'État sont fermées car les conférenciers sont, depuis la mi-mars, en grève pour des meilleurs salaires.

www.freedompress.org.uk

Cet article, paru dans *Freedom: Anarchist News and Views*, journal anarchiste britannique, a été librement traduit et adapté par le secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste.

Anarchistes en Europe de l'Est

De retour du Crifa¹, nous proposons une petite incursion dans le contexte militant, social et économique évoqués par les militants des trois fédérations anarchistes tchèques, biélorusses et bulgares, présentes à Prague.

Tchéquie : anarchie au ralenti

Après dix années de luttes acharnées tous azimuts, après la chute du Mur en 1991, l'activité anarchiste semble subir, selon nos camarades praguais restant fédérés, un ralentissement dû à plusieurs facteurs. Le premier relève d'une désillusion de plus en plus marquée, face au consumérisme à l'américaine qui s'installe dans la vie des Tchèques, mais également due à une lassitude des militants, après qu'ils ont organisé et participé à de grands événements, comme l'anti-G7 de 2000, qui fut un succès international. Un autre problème local réside dans le fait que les anarchistes fédérés sont surtout des étudiants antiglobalisation, qu'il ne reste pratiquement aucun ancien militant, encore moins de travailleurs, et que les jeunes ne restent pas assez longtemps pour intégrer la transmission de l'expérience. C'est surtout vrai pour Prague, tandis que les choses semblent plus organisées en Moravie et en Slovaquie². Les camarades praguais considèrent leur présence aux grandes manifestations, la tenue de tables de presse ou la vente de leur journal comme des activités de « train-train » récurrentes et artificielles, ne présentant aucune perspective sur le long terme. Aujourd'hui en Bohême, il semblerait que l'investissement anarchiste prenne une forme plus individuelle et activiste, les militants rejoignent les organisations qui se battent sur les luttes locales concrètes, le refus de l'implantation de bases américaines sur leur sol, lutte contre la vidéosurveillance, contre l'expulsion des squats dans les centres-villes voués aux touristes, enfin ce que les camarades qualifient d'urgence sociale. Aussi, les derniers fédérés se donnent deux ans de réflexion pour savoir s'ils retournent au sein de l'IFA. Pourtant, on estime le nombre de militants et sympathisants anarchistes à plus de 2 000 en Tchéquie. En attendant l'évolution des choses, les derniers membres de la fédération tchèque s'investissent dans le développement d'un projet de e-radio et de site internet.

Biélorussie : du sang neuf anar

En Biélorussie, la fédération anarchiste vient de rejoindre l'IFA. Elle se veut ouverte à tous les âges et compte aujourd'hui environ 200 militants fédérés, majoritairement à Minsk. Leurs axes de luttes tournent autour de la répression, des problèmes posés par le genre et surtout le refus de la politique de développement nucléaire souhaitée par le gouvernement, en lien avec leurs proches voisins anti-nucléaires allemands. Au niveau concret, la fédération souhaite prendre une forme représentative, afin d'exister devant la loi, seule alternative légale pour pouvoir, par exemple, sortir de prison les nombreux militants comme ceux violemment interpellés par la police en avril dernier, lors d'un rassemblement d'opposants au président Alexandre Loukachenko, le « tyran de Minsk » qui manifestait contre la construction d'une centrale nucléaire et dont la plupart d'entre eux sont encore enfermés. Il faut également souligner que le pays est très peu ouvert, par exemple, pour sortir du pays, les visas sont encore difficiles à obtenir, et ce d'autant plus pour les militants anarchistes, sauf pour les destinations des derniers pays dits communistes (Corée du Nord, Cuba). C'est pourquoi, devant un État si répressif, les anarchistes fédérés coopèrent avec les forces d'opposition biélorusses. Cependant, il est à noter que seuls les libertaires se déclarent contre la globalisation et que c'est bien sûr pour cette raison parmi tant d'autres, qu'ils sont moins visibles.

Bulgarie : un contexte difficile

Selon nos camarades de la fédération bulgare présents, la situation devient de plus en plus difficile dans le pays. À Sofia, la capitale, la population a pratiquement doublé, pour passer de un à deux millions en un an (!), les grands buildings, réservés aux businessmen internationaux, y poussent comme des champignons, la pollution et les embouteillages y sont omniprésents (les gens venant quotidiennement y travailler en

voiture, parfois de plus de 150 kilomètres à la ronde). Même dégénérescence sur la façade de la mer Noire qui, avant la chute du mur, réservait ses luxueuses villas aux familles d'apparatchiks russes, remplacés aujourd'hui par les apparatchiks du pouvoir socialiste, rivalisant en piscines grand luxe, et venant de Sofia en jets privé. Dans le reste du pays, les derniers paysans et la population qui ne sont pas happés par l'appel de la mégapole souffrent et n'arrivent plus à lutter contre la vie chère et la misère. Le peuple bulgare a aujourd'hui trois pouvoirs à affronter : celui généré par un gouvernement socialiste corrompu, imbu de course aux richesses, celui de la gestion privée qui sévit dans tous les secteurs d'activité, et celui produit par la récente entrée du pays dans l'Union européenne, que les anarchistes considèrent comme le troisième vautour technocrate prêt à s'enrichir sur le dos des pauvres et des exploités. Enfin, exception européenne, les libertaires bulgares ne se réclament pas de l'antinucléaire et fustigent Bruxelles de vouloir imposer des solutions énergétiques alternatives, tandis qu'ils pensent que seules les centrales garantiront l'indépendance du pays vis-à-vis de leur voisin géant russe, dont ils gardent un très mauvais souvenir !

Patrick Schindler

militant au groupe Claaaaaash, à Prague

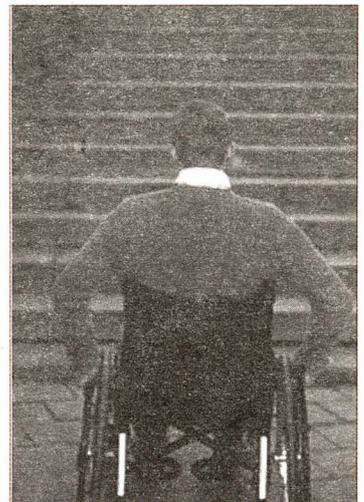
1. Comité de relations de l'IFA (Internationale des fédérations anarchistes), cette année, le second avait lieu à Prague en Tchéquie.

2. Anciennement liée au pays, avant la révolution de velours qui engagea la partition de la Tchécoslovaquie, aujourd'hui les liens restent encore très forts entre les deux pays.

Du transport à la mobilité :

déplacements à corps perdu !

1982 : La loi sur l'orientation des transports intérieurs parlait d'organiser les conditions d'un droit au *transport*. Aujourd'hui, il n'y en a que pour la *mobilité*, enjeu de société. Que penser dès lors de ce changement sémantique, adopté par le Tyran ?



Dr Martius

EN FAIT DE MOTS, un détour par le dictionnaire n'est jamais inutile. Nous y retrouvons que le transport a deux acceptions. La première, physique, renvoie au fait de porter pour faire parvenir à un autre lieu, par un procédé particulier (véhicule, récipient, etc.). La médecine, elle, parlera de transport au cerveau pour une congestion cérébrale. Ce qui nous fait glisser, non sans ironie, vers la seconde acception de « transport », qui désigne une vive émotion, un sentiment passionné, qui émeut, entraîne; le déplacement est ici psychologique.

La mobilité, elle, renvoie au caractère de ce qui peut se mouvoir ou être mû, ou bien de ce qui change rapidement d'aspect ou d'expression (dans le sens d'une inconstance, d'une versatilité).

Le déplacement du discours d'un terme à l'autre n'a donc rien d'anodin, puisque de l'action et de ces instruments (transports en commun, par exemple, signifient autant l'action que le moyen en le système global), on passe au caractère de quelque chose ou de quelqu'un, à une capacité envisagée seule, indépendamment de ses moyens ou de son but. La mobilité pense le mouvement ou le déplacement hors de son action sur le sujet ou l'objet du déplacement, ou sur l'environnement.

La mobilité devient une valeur, dont on perçoit l'attrait pour le Tyran, puisqu'elle permet plus facilement de s'affranchir du réel. Appliquée à l'être humain comme sujet ou objet du déplacement, la mobilité est une désincarnation du transport; et il n'est pas étonnant que ce soit ce terme qui ait été retenu par la novlangue technocratique pour désigner les handicapés moteur sous le sigle PMR : personne à mobilité réduite.

Du transport à la mobilité, c'est donc aussi un rapport au corps qui se joue; en l'occurrence à la négation du corps.

Mobilité superstar !

Survvalorisée dans nos sociétés occidentales modernes, la mobilité, de valeur est devenue vertu! Veut-on permettre au Marché – une autre désincarnation – d'organiser la meilleure allocation des ressources en concurrence pure et parfaite? Instaurons sans tarder la mobilité des capitaux! Des personnes restent durablement au chômage dans une région industrielle sinistrée? Elles manquent de mobilité! Mobilité géographique (qui nie la question de l'ancrage social, affectif, physique dans un lieu donné), ou mobilité fonctionnelle (vous fûtes ouvriers ou ouvrières qualifiés? Devenez livreurs de pizza ou femmes de ménage!).

Associée à la réactivité, la mobilité est autant la vertu de l'adaptation que celle de l'occupation de l'espace, pour tirer profit des situations, mais aussi les contrôler, les contenir. C'est bien le rôle, parmi les pandores et autres cognes, des brigades de gendarmes... mobiles.

Car la mobilité n'est jamais à l'abri d'une réincarnation, à l'occasion de laquelle des corps, dans un sentiment passionné qui émeut et entraîne – un transport! – pourraient se révolter, voire faire la révolution (plaise seulement aux lecteurs et lectrices du *Monde libertaire* qu'elle soit sociale et libertaire).

Pour gérer cette contradiction entre mobilité survvalorisée et nécessité du contrôle des corps dans le champ du réel, que croyez-vous que nos tyrans fassent? Plus de gendarmes mobiles? Oui, certes, c'est un fait! Mais l'État ne peut embrigader la moitié de la population pour être sûr du rapport de force. Le coup de génie réside donc à faire sortir la mobilité du corps, l'empêcher d'y revenir, voire même faire que l'action du déplacement – le transport – se fasse dans l'immobilité de son sujet.

Pour agir en Île-de-France:
Collectif RATP (Réseau pour l'abolition
des transports payants)
145, rue Amelot, 75011 PARIS
gratuit@samizdat.net
<http://metro.samizdat.net>

Dr Martius milite au groupe Louise-Michel de la
Fédération anarchiste

La mobilité hors du corps

Nos sociétés occidentales modernes sont aussi remarquables par la débauche de moyens techniques pour prolonger ou remplacer la mobilité du corps. Escalators, ascenseurs, dès qu'il faut monter ou descendre : une machine. L'accessibilité des « PMR » aux lieux publics est d'ailleurs presque exclusivement traitée avec ses outils (très peu de rampes), comme si les handicapés moteur, appelant un moteur extérieur au corps, devait être le standard de la personne circulante. Par une perversité typique du pouvoir, le discours normalisateur et intégrateur des handicapés (de la femme enceinte au vieillard, nous sommes tous « handicapés » à un moment ou un autre et il ne faut pas traiter les handicapés à part) ne sert pas à imaginer des espaces où chacun puisse être autonome, mais où chacun soit dépendant du moteur extérieur.

Même à plat, ce sont des trottoirs roulants que l'on nous fait emprunter ; enjeu technologique majeur si l'on en croit les investissements financiers et humains consacrés à la mise au point du trottoir super rapide de la station Montparnasse à Paris, atteignant 9 km à l'heure au lieu des 5 habituels ; seul problème : on se casse la gueule au départ ou à l'arrivée quand il faut accélérer ou décélérer de 5 km/h en une enjambée...

Un lieu privilégié de cette gestion des corps reste les transports, enjeu essentiel du contrôle social. À tout seigneur tout honneur, la bagnole a presque achevé le processus. Après avoir combattu l'effort (direction assistée, vitres ou rétro électriques, etc.), c'est le mouvement lui-même qui est aboli avec les commandes rassemblées au bout du doigt, voire à la voix. Et lorsqu'une voiture se dépouille de ces attributs, comme la Logan que Renault fait construire en Roumanie, c'est un casse-tête pour les stratèges de l'automobile, qui ne peuvent ruiner cinquante ans de marketing destiné à immobiliser le corps indolent du conducteur dans son siège enveloppant. L'outil de la mobilité est devenu l'outil de l'enfermement du corps, et le transport l'acte de déplacer sa prison (lors d'un accident ne parle-t-on pas de désincarcération pour le fait de sortir les personnes coincées dans leur véhicule ?, c'est bien que l'étape d'avant était l'incarcération !).

Le transport aérien, plus directement contemporain de cette évolution, a encore affermi le paradigme entre vitesse et mobilité. Ce moyen de transport, le plus rapide, s'est en effet organisé depuis le début autour de l'absence de mouvements et d'efforts du passager. Depuis la prise en charge des bagages à l'enregistrement, jusqu'au service nécessairement à la place, en passant par les circulations restreintes à l'intérieur de l'aéronef, tout concourt à l'immobilité du passager. Les efforts et les mouvements ne sont exécutés que par les salariés, c'est-à-dire celles et ceux contraints à l'immobilité du travail.

Le train, sur ce plan, est longtemps resté hors de cette évolution, puisque l'évolution de

la performance n'a pas éliminé le mouvement et l'effort (pour monter dans la voiture, mettre les sacs dans les porte-bagages, circuler entre le compartiment et le couloir, aller à la voiture-bar, etc.). Mais avec le TGV et l'imaginaire qu'il porte, le train est aujourd'hui le front qui avance le plus vite. Prises à la place pour ordinateurs, connexion Wifi, locations de DVD, restauration à la place, services mobiles contextuels (offerts via les téléphones mobiles en fonction d'un profil, d'une zone ou d'un besoin déterminé, supputé ou provoqué) : tout est fait, au prix de lourds investissements technologiques et financiers, pour garder le passager à sa place (dans tous les sens du terme).

Finissons ce tableau en remarquant que les seuls modes de transport qui contrarient cette logique sont ceux dits « doux », dont le moteur reste le corps : vélo, patin à roulettes, trottinette. La vitesse ne s'obtient pas contre l'effort ou le mouvement. En cela aussi, le vélo relève de la révolution sociale¹.

Obésité : la marque du troupeau

L'obésité, aujourd'hui structurelle dans nos sociétés, on a pu lire dans les journaux, non sans morgue pour celles et ceux qui continuent de crever de faim : « d'un mal à l'autre, le monde compte désormais plus d'obèses [1 milliard] que de personnes souffrant de malnutrition [800 millions] »².

L'obésité est certes le résultat de plusieurs facteurs, au premier rang desquels la « malbouffe », c'est-à-dire tout le système de la production et de la consommation des produits alimentaires, que nous devons une fois de plus à l'inhumain capitalisme. Mais gageons que suit immédiatement, dans l'ordre des causes, cette gestion des corps qui en extrait la mobilité pour les désarmer de leur potentiel d'action. Les transports constituent alors la ligne de fracture entre la nécessité des flux – donc des déplacements – alimentant la machinerie capitaliste, et l'exigence de contention des corps, immobiles et indolents.

Une perversité supplémentaire est alors la culpabilisation de la victime de ce système, puisqu'on nous impose parallèlement l'image d'un corps svelte et musculeux comme la représentation du corps parfait. On enferme ainsi l'obèse dans le mépris de lui-même. Doublement prisonnier de son corps et de son imaginaire, il est définitivement rendu inoffensif.

Nous reparlerons dans un prochain article, sous l'angle plus exclusif du contrôle, des liens qu'entretiennent contrôle social et gestion des corps dans l'espace des transports, à travers les outils des transports payants. Pour l'heure, notons qu'eu égard à la mobilité, l'obésité représente une marque extérieure et immédiate du succès des politiques d'aliénation du corps. « Marque » au sens de marquage, celui que l'on fait sur les animaux ou les choses pour affirmer le pouvoir que l'on exerce sur eux. L'obèse est ainsi physiquement et immédiatement désigné comme appartenant au

troupeau domestiqué, et les bergers peuvent se concentrer sur les bêtes plus rétives.

Au final, l'obèse rejoint la « PMR » comme standard attendu du « voyageur », et au-delà, du citoyen. Comme à l'accoutumée lorsqu'il s'agit de contrôle social, les pauvres sont en première ligne : il y a une corrélation très nette entre niveau de revenu et taux d'obésité (19 % des personnes dont le revenu net mensuel du foyer est inférieur à 900 euros, mais seulement 4,3 % des personnes dont le même revenu est supérieur à 5 300 euros)³.

L'enjeu des transports en commun

De manière apparemment contradictoire, la RATP s'est associée, durant l'automne 2006, à une campagne de communication contre l'obésité, en affichant dans les couloirs du métro des règles d'hygiène utilisant ses espaces ; comme par exemple : « Faites vos trente minutes d'effort quotidien en montant les marches des escaliers du métro ! » Morgue du vainqueur ? Inconscience stratégique des services marketing de la RATP ? Erreur d'analyse de l'auteur de cet article ? À vous de juger.

Notons toutefois que les transports en commun (bus, métro, tramway, trains de banlieue), qui gèrent les rouages de base en traitant des grandes masses, ne peuvent avoir une attention particulière à chaque personne, comme la voiture (en tant que transport individuel), le train grandes lignes ou l'avion (calibrés en fonction d'un nombre défini et identifié à l'avance) le permettent. De fait, les transports en commun laissent encore de la place à l'effort (gérer les cahots autrement qu'en s'étalant sur le voisin) et au mouvement (correspondances et parcours terminaux).

Il y a donc ici un front à réinvestir d'urgence, pour ne pas laisser dessaisir notre corps de sa mobilité, et nous réapproprier la définition et la gestion des transports ; dans le sens des transports gratuits et autogérés, bien sûr !⁴

Faute de réaction, la seule ambition de transport qui nous restera sera celle du transport au cerveau : la congestion cérébrale ! **D. R.**

1. Cf. Ivan Illich, *Énergie et équité*, le Seuil.

2. Dépêche AFP reprise dans le 20 Minutes du 5 septembre 2006, à l'occasion du 10^e Congrès international sur l'obésité de Sidney.

3. Enquête ObEpi, 2006.

4. Outre des articles réguliers dans le *Monde libertaire*, différents textes permettent d'approfondir la question des transports gratuits pour tous :

Le Livre-Accès, du Collectif des Sans Tickets, de Belgique, 2000. Textes sur le gratuité du Collectif Fraude de mieux, éd. Reflex, 2000.

Zéro Euro zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous, éd. du Monde libertaire-Alternative libertaire, 2002.

Déplacements sous contrôle, manuel juridique de l'arsenal répressif dans les transports, du collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), 2004.

Article « Transports publics et gratuité : d'une évidence mal partagée à une revendication de rupture », de Martial Lepic, *Réfractations*, n° 15, hiver 2005, consacré aux services publics.

Handicap au travail et travail handicapant

Réflexions syndicales sur les travailleurs handicapés à la SNCF

**« Le véritable exotisme se fonde sur le sentiment aigu de la différence, de la distance, de la séparation, de la rupture – c'est un mur, une digue qui barre le fleuve de la conscience pour en élever le niveau, intensifier la force et accumuler l'énergie. »
Simon LEYS, à propos de SEGALEN**

Sitta Neumayer

Milite au groupe Louise-Michel de la
Fédération anarchiste, et à SUD Rail

ENTRE LES HANDICAPÉS « cause nationale » du quinquennat passé et la valeur travail (sauf pour les possédants!) comme étalon impitoyable des années brunes qui nous engluent, la question du travail des handicapés mérite réflexion. Car, d'expérience, la manière avec laquelle on traite les plus fragiles sert, de proche en proche, de modèle pour tous, et il nous faut donc construire des solidarités aussi avec ces types de salariés.

La SNCF est exemplaire à différents titres. Étant sous les feux de la rampe pour l'accessibilité des usagers handicapés, il est intéressant de voir comment elle s'y prend en interne. Elle est à la croisée de l'organisation industrielle et de celle des services, donc avec une grande variété de situations de travail. Enfin, le syndicalisme n'y est pas complètement moribond. Le thème devrait donc permettre des discours et actions dépassant les clivages.

De la disgrâce au handicap

Le handicap est une question humaine et sociale délicate, car c'est fondamentalement l'expression d'une différence par principe négative: un manque ou un excès par rapport à un état « normal », c'est-à-dire biologique-ment et socialement normé.

La normalité biologique, immédiatement visible, a pu longtemps être le discriminant. On parlait d'« infirmité », voire de « disgrâce », ce dernier registre religieux montrant bien l'angoisse vis-à-vis d'un autre qui pourrait bien être soi-même si une main inhumaine (au sens de hors du pouvoir humain) venait à nous frapper de cette différence.

En promouvant officiellement une vision laïque de l'humain, nos sociétés démocratiquement totalitaires se trouvent à gérer une normalité dont le fondement social complète le fondement biologique. Le handicap devient alors un enjeu idéologique fort, car le handicapé est un autre qui rompt l'illusion de l'égalité... sociale.

Pour pointer l'accès à l'emploi, qui est une discrimination sociale forte car conditionnant beaucoup d'autres, rappelons qu'une étude dirigée par le Pr Amadiou en avril-mai 2004¹, a montré que le critère du handicap (exprimé dans le CV par la seule mention « Cotorep ») reste celui qui provoque le plus de rejets, à la fois en nombre de réponses par rapport aux CV adressés, et en nombre de réponses positives parmi le total des réponses. Pire que d'être une femme, pire que de provenir d'un mauvais quartier, pire que d'avoir une apparence disgracieuse, pire que d'être âgé, pire que d'avoir une origine ethnique maghrébine, il y a le fait d'être perçu comme un handicapé (Nota: les termes et l'ordre croissant des discriminations sont ceux de l'étude).

Handicap, discrimination et normalisation

Pour gérer cette contradiction entre l'illusion, utile au pouvoir, d'une égalité garantie à tous, et la persistance d'une inégalité sociale consubstantielle au capitalisme, l'appareil bureaucratique de l'État a mis en avant la normalisation!

Normalisation du langage tout d'abord, par laquelle on tente d'atténuer cette altérité fondamentale du handicap en en faisant une question de degré. Le malvoyant renvoie ainsi le myope et l'aveugle à une même dimension. Le malentendant réunit la personne âgée, le travailleur du bâtiment aux oreilles détruites par le marteau-piqueur et le sourd profond de naissance. La personne à mobilité réduite — abrégée PMR dans la novlangue — agrègera la femme enceinte de huit mois au tétraplégique en fauteuil roulant, etc. Jusqu'à la presque blague qui consiste à dire de quelqu'un que l'on trouve idiot qu'il est un malcomprenant.

Derrière le souci qui peut paraître louable de montrer qu'à des degrés divers ou bien selon les situations de la vie, nous serions tous à un moment ou un autre handicapés, cette

normalisation du langage permet aussi de nier l'altérité de l'individu.

Une fois éludée ce que la différence porte d'altérité, il ne reste plus qu'à normaliser le handicap lui-même, et sa mesure, puisqu'il ne s'agit plus que de degré. Ceci tout particulièrement dans le champ du travail, ligne de front sociale s'il en est. C'est un enjeu du système COTOREP, qui a contribué à structurer la gestion des handicapés jusqu'à ce jour; singulièrement à la SNCF, car c'est une entreprise foncièrement hiérarchique et bureaucratique et sa nature de grand service public de réseau l'ont depuis longtemps rendue structurante à l'échelle du pays.

La gestion Cotorep à la SNCF

À lire le bilan de l'Accord travailleurs handicapés (« TH ») pour l'année 2005, on voit bien les limites de cette gestion orientée Cotorep.

La normalisation du handicap comme simple degré d'altération d'une fonction a généré une mesure commune, comme la tonne-équivalent-pétrole (tep) l'est pour l'énergie, ou bien le voyageur/km ou la tonne/km le sont pour la mesure de l'activité quantitative d'un transporteur.

Le jeu consiste alors à tenter d'arriver au seuil légal abstrait des 6 % de l'effectif, en agissant :

- sur l'assiette d'assujettissement (dont on déduit les emplois nécessitant des aptitudes particulières – généralement au regard de la sécurité – sans distinguer, poste par poste, entre les handicaps qui sont effectivement rédhibitoires et ceux qui ne le sont pas),
- sur le poids relatif des classements Cotorep (A, B ou C),
- sur les stages plutôt que sur les postes à tenir,
- sur le recours au secteur dit protégé plutôt qu'à l'intégration en interne à la SNCF.

Quant aux actions internes d'adaptation en faveur des travailleurs handicapés, on les valorise ici ou là dans la comptabilité selon leur prise en compte dans le système Cotorep des unités bénéficiaires (« UB »).

Qu'on ne s'y méprenne pas, il ne s'agit pas de douter de la sincérité des collègues correspondants TH, qui, dans la même proportion que les autres, font leur possible vis-à-vis des handicapés dont il voient l'humanité. Mais le système de gestion conduit aux impasses dénoncées.

Ainsi, par exemple, face au constat du très faible taux d'emploi de TH sur le périmètre des services liés aux systèmes d'information (alors qu'il existe de nombreux TH diplômés immédiatement disponibles dans ces métiers), nous avons interpellé les responsables RH pour encourager les services à couvrir leurs besoins avec de telles embauches, et, en tout état de cause, à respecter l'engagement minimum qui avait été pris sur l'exercice 2005. Il nous fut assuré que dès qu'une

demande d'embauche leur parvenait, les correspondants TH étaient en mesure de proposer des candidatures de TH adaptées; mais qu'en réalité, ils se heurtaient tout simplement à l'absence de demandes d'embauche.

Et, de fait, on voit d'un côté un recours croissant aux prestataires extérieurs travaillant durablement à la SNCF sous couvert de contrats de prestations intellectuelles ou d'intérim ou de CDD régulièrement renouvelés, et de l'autre côté l'affirmation dans les instances et commissions diverses, qu'il n'y a pas de besoins d'embauche exprimés. En limitant le champ des efforts des services RH aux seules demandes d'embauche, on laisse donc nécessairement de côté une grande partie des besoins (en termes de production à assurer), et on encourage le contournement de certaines obligations, dont celle de l'embauche de TH.

Enfermés dans les limites de leur champ hiérarchique, les correspondants TH ne peuvent, au mieux, que proposer des actions de sensibilisation auprès des services, pour montrer comment, dès l'expression du besoin, sa couverture par l'embauche de TH plutôt que le recours à des prestataires extérieurs, serait une perspective humainement et économiquement profitable pour tous. Encore ceux qui se risquent sur ce terrain sont-ils rares, tant on ne gagne rien à la SNCF à sortir de son cadre; sauf des reproches ou pire si inimitiés!

L'entreprise génératrice de TH

La perversité de cette gestion bureaucratique s'illustre lorsque l'on regarde vers les agents pour qui se pose un jour la question de leur inaptitude (accident, dépression, etc.). Car si cette inaptitude peut résulter d'une cause externe, elle peut aussi être la conséquence des conditions de travail. Elle mêle en fait souvent les deux aspects, tant l'intensification du travail se fait aussi sentir à la SNCF et provoque ou favorise de nombreuses pathologies handicapantes².

L'enjeu pour la SNCF devient alors de pousser à la reconnaissance Cotorep, afin de valoriser les efforts de reclassement (bien qu'ils soient de toute façon une obligation légale, Cotorep ou pas). Et le TH qui ne serait pas « valorisable », verra son reclassement moins attractif. Or derrière l'impossibilité de reclassement, se profile la réforme ou le licenciement (selon le statut de l'agent).

Certes, nous ne pouvons le démontrer, car les données statistiques évitent soigneusement de mettre en corrélation globale les chiffres de déclarations d'inaptitude, de reconnaissances COTOREP, de reclassements, de démissions, licenciements et décès, et de réformes. Ces données sont toujours présentées séparément, sans possibilité de croiser les analyses.

L'accélération du nombre des réformes est un fait: 220 en 2002, 390 en 2003, 550 en 2004, 610 en 2005 et 550 en 2006. Mais nous dira-t-on combien des 60 non-reclassés se retrouvent dans les 610 réformés en 2005?



Tout laisse croire que cette mécanique vise à faire payer par le contribuable l'obligation que la loi met à la charge des entreprises, comme leur part dans l'effort général d'accueil des handicapés. En clair: ou bien cet accueil des TH, à travers la reconnaissance officielle, peut s'inscrire dans le dispositif normalisé qui permet de récupérer fiscalement une partie des coûts générés comptablement, ou bien on réforme le TH, renvoyé alors aux seuls systèmes d'allocations sociales. Nous ne demandons qu'à nous tromper, mais le flou entretenu sur ce qui permettrait de vérifier les liens entre les différents termes du problème, nous incite au pessimisme.

Le nouveau cadre légal face à l'exigence accrue de rentabilité

La loi de février 2005 sur le handicap est théoriquement moins propice à une gestion comptable des TH en « équivalent Cotorep ». Les emplois à conditions d'aptitude particulière ne sont plus déduits de l'effectif d'assujettissement. Les catégories Cotorep sont supprimées pour une unique reconnaissance de la qualité de TH (« RQTH »). Le recours à l'achat externe au secteur protégé comme alternative à l'emploi direct de TH est encadré. L'abondement à l'Agefiph comme sanction du non-respect de l'obligation d'emploi minimum est accru.

De fait, la baudruche a dégonflé puisque le taux d'emploi de TH, qui était autour de 5,8 % de 2000 à 2005, a subitement chuté à 2,85 % avec le nouveau régime en 2006. Et le nombre de Cotorep qui avait progressé de 3600 à 3980 entre 2000 et 2005, devient soudain 2365 dans le régime RQTH.

Mais cela renforce l'enjeu crucial de la RQTH dans une logique non plus de coefficients, mais de personnes entières, qui compteront pour 1 si elles sont reconnues, mais 0 sinon. L'alternative RQTH/expulsion risque donc de s'aggraver. D'où la nécessité pour nous, dans les instances idoines de nos entreprises, de revendiquer une analyse croisée des inaptitudes, RQTH, reclassements, démissions, licenciements, réformes, etc., si l'on veut suivre correctement la mise en œuvre de la loi ou des Accords TH quand ils existent (comme à la SNCF).

Car, parallèlement, nos tyrans ont engagé la SNCF dans une normalisation (une autre) des ratios économiques qui guident l'action, au premier chef desquels la réduction des effectifs et la productivité. Ceci conduit nécessairement à expulser les plus réfractaires, qu'il s'agisse d'une résistance consciente (par exemple un syndicalisme non « partenarial »), ou bien d'un métabolisme différent. Les TH, s'il s'en trouvent certains dans la première catégorie, sont le plus souvent abonnés de la seconde.

Sont alors posés les termes d'une contradiction entre d'une part la nouvelle approche légale du TH qui voudrait l'émanciper du carcan comptable et lui rendre de son individualité – donc de son altérité –, et d'autre part la

rentabilité/productivité comme seule mesure du bénéfice attendu du travailleur, handicapé ou pas.

Dans cette contradiction, la SNCF et La Poste ont développé une propagande sournoise, illustrée lors de la grand messe inaugurale du 18 octobre 2005, telle que relatée dans le journal SNCF³.

« L'humour est l'arme favorite de la compagnie théâtrale La Crète, qui interprète le film de sensibilisation à l'intégration des travailleurs handicapés, présenté le 18 octobre dernier à une centaine de managers par Louis Gallois et Jean-Paul Bailly, présidents de la SNCF et de La Poste. [...]. C'est ainsi qu'un patron recrute un candidat parfait pour le poste, et lui fait signer son contrat avant que ce dernier ait eu le temps de lui expliquer qu'il est malentendant. Quand il découvre le handicap de sa jeune recrue, le recruteur se met dans une colère noire, et tente d'annuler le contrat. Jusqu'au moment où il se rend compte que le malentendant lit parfaitement sur les lèvres, et peut ainsi espionner une entreprise concurrente qui se trouve dans l'immeuble d'en face... »

Tout y est! Tout d'abord, le sourd est un handicapé très poli: c'est lui qui fait tout l'effort pour ne pas déranger les autres avec sa surdité. Car au titre de l'adaptation des postes de travail, et en tout état de cause depuis la dernière loi, il devrait bénéficier d'un interprète. Or le bilan 2006 se vante de seulement huit prestations d'interprète en langue des signes pour l'année (!), alors qu'à l'échelle de la SNCF, un service d'interprétariat interne serait peut-être justifié.

Mais en outre, il ne gagne ses galons d'utilité sociale qu'en étant espion pour son entreprise (qui sinon aurait tôt fait de le licencier...). Plus besoin d'interprètes, les sourds sont invités à être directement zélés du pouvoir, gagnant là leur égalité avec le citoyen de base de nos sociétés démocratiquement totalitaires.

Derrière l'application d'une loi ou le suivi d'un accord, nous devons donc toujours remettre au centre la personne humaine, dans l'entreprise comme ailleurs. En cela, les handicapés nous forcent à considérer l'altérité de tout individu, comme un « exotisme » selon la définition de Simon Leys mise en exergue.

Un champ de plus pour nous aider à faire éclater les carcans de la normalité sociale. Bref, pour articuler syndicalisme et transformation sociale. Radicalement!

S. N.

1. Extraits l'étude présentés dans la revue *Combat face au sida*; Santé Drogues Société, n° 37 de septembre 2004

2. Cf. les articles précédents parus dans le *Monde libertaire* n° 1426 de fin février 2006 et n° 1450 de mi-octobre 2006, et plus globalement l'ouvrage de Michel Gollac et Serge Volkoff, *Les Conditions de Travail*, aux Éd. de la Découverte, 2000.

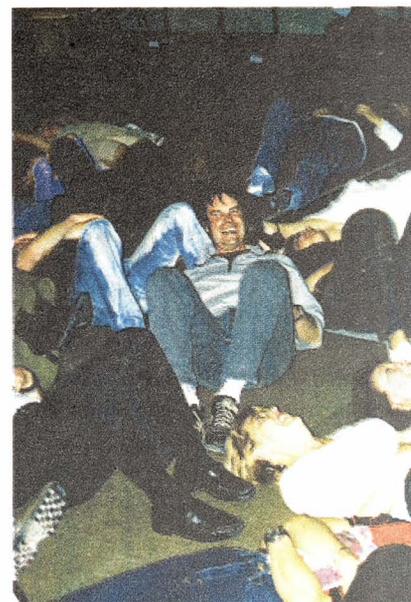
3. Les Infos n° 229 du 28 octobre 2005.



L'université libre de Vincennes

avec René Schérer

Durant une année entière, un étudiant questionne par courrier électronique le philosophe René Schérer, cet « ancêtre témoin d'une époque de révolte et d'utopie », c'est-à-dire celle des années de l'après Mai 68, où fut ouverte la mythique université de Vincennes. Elle abrita l'enseignement de personnages aussi divers que Michel Foucault, Gilles Deleuze, Guy Hocquenghem et François Châtelet, leur vase communicant¹.



68, la révolution aux petits pieds !

Doté d'une inépuisable envie de savoir, un étudiant fait revenir René Schérer sur la période d'agitation intellectuelle qui suivit Mai 68, « sorte de révolution au petit pied, sans terreur, juste quelque folie et quelque gaieté ». Afin d'introduire l'histoire de la création de Vincennes, le jeune homme lui demande, à titre de comparaison, comment les derniers Mohicans de cette époque qualifiaient la nôtre. Gilles Deleuze parlait de désert, Félix Guattari, d'années d'hiver, René répond : glaciation et pesanteur morale. En revanche, les années 1970 avaient, pour le philosophe, un aspect revendicatif, libératoire, en particulier dans le domaine de la libération sexuelle, de l'ouverture, de l'audace, de l'expérimentation. Une fois lancé, René continue à expliquer, à l'usage des moins de 50 ans qui n'ont pas eu la chance de traverser cette époque, les contraintes entre lesquelles on étouffait et qui étaient montrées du doigt.

Vincennes, clé de voûte des années post-68

Schérer rappelle la fondation de l'université mythique en 69, par un bail expérimental de dix ans, que lui accorda la ville de Paris et son ouverture à toutes et tous, aussi bien ouvriers que non-bacheliers. Elle se résuma en une expérience extraordinaire, hors norme, hors programmes académiques, hors idée de toute sélection, avec des contenus insolites pour l'époque, la politique et la sexualité. Vincennes fut, avec la complicité de Michel Foucault, Gilles Deleuze, François Châtelet, J.-F. Lyotard, Jacques Rancière, une sorte de laboratoire pour des ouvrages tels que *l'Anti-Œdipe*, *Mille plateaux*, *le Désir homosexuel*, *Émile perverti*, *Co-ire*. Y était pratiqué un enseignement intégrant les interruptions, les discussions, que l'on ne doit, cependant, pas forcément voir comme un bordel absolu ! Des choses ont été dites et suivies, même si, comme l'évoque si bien François

Châtelet² : « Des enseignants et des étudiants autobaptisés secteur marxiste ont dénoncé les enseignements de Deleuze, Lyotard ». Guy et moi fûmes traités comme fourriers de l'irrationalisme. Il s'agissait, en particulier, d'étudiants de la Gauche prolétarienne, groupe le plus puissant dans l'établissement. Mais ce coup d'épée dans l'eau n'a eu aucun effet. Ce qui était visé dans cette attaque était la philosophie du désir. Bien entendu, Châtelet ne parle, dans son ouvrage, de cette dénonciation tout à fait ridicule que pour s'en moquer.

La méthode ethnométhodologique

Bien plus intéressantes et significatives que ces incidents ont été les entreprises tentées par Guy Hocquenghem, Gorges Lapassade et moi-même, pour installer une filière sexologie critique. Nous faisons venir des transsexuels en tant que chargés de cours, ce que, même Châtelet ne voyait pas d'un très bon œil, estimant qu'on atteignait peut-être la limite de ce que l'université pouvait tolérer. Cependant, par la suite, aux Pays-Bas ou en Californie, cette méthode ethnométhodologie fut considérée comme allant de soi. Pour l'heure, cette initiative critique se voulait répondre à la normativité pratiquée dans les sciences de l'éducation ou en psychanalyse lacanienne. Vincennes fut également le lieu de naissance du groupe de lutte contre les prisons, initié, entre autres, par Gilles Deleuze et Michel Foucault, qui déboucha sur des actions de défense de la condition des détenus. On se souvient de la photo devant la prison de la Santé, où les CRS de Raymond Marcellin les embarquent, avec Roland Barthes, J.-P. Sartre et Jean Genet ; ce qui marque le début des années sécuritaires.

Agonie douloureuse d'une belle utopie

En effet, après dix riches années passées dans ce contexte privilégié et l'expiration du bail, est

venu le temps du repli. Dominé par l'idée de protection, les mots d'ordre sécuritaires viennent de cette époque où ils désignaient la défense policière, contre ceux qu'on appelait les « casseurs » dans les manifestations. Évidemment, dans ce contexte et face au conseil socialo-communiste majoritaire à Vincennes, qui avait toujours penché pour un fonctionnement normal, intégré et ne voyait pas nos initiatives d'un très bon œil, des départements entiers ont commencé à filer à l'anglaise, comme celui de psychologie, le premier à s'installer à Marne-la-Vallée, afin de fuir une tendance à la normalisation et un souci de mise en ordre, parfois avec le renfort de la police. À l'annonce de la fermeture de l'établissement, une majorité du conseil d'administration a très certainement été enchantée d'en finir, tandis que seuls quelques philosophes, qui se comptent sur les doigts d'une main, nous ont soutenus³ ; partout ailleurs, silence morose, air pincé ou réprobateur. Cependant, le déménagement à Saint-Denis ne fut pas forcément une rupture, en tous cas en ce qui concerne la philosophie, même si la fréquentation estudiantine s'est modifiée au fil de ses nouveaux désirs, participant moins des actions que de l'accès aux informations et à la connaissance.

Propos recueillis par Patrick Schindler

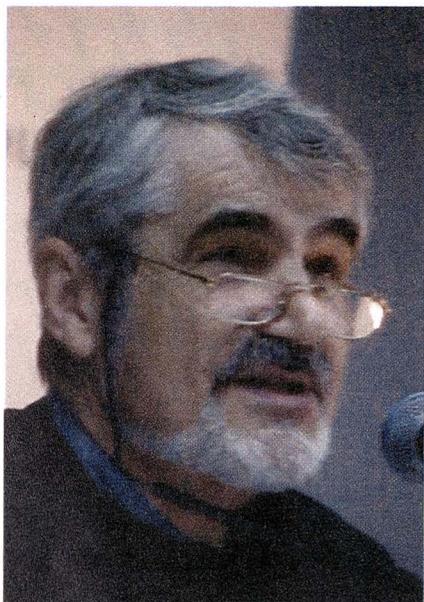
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Ces échanges ont débouché sur un ouvrage *Après tout, entretien sur une vie intellectuelle* de René Schérer et Geoffroy de Lagasnerie, éd Cartouche, 17 euros, disponible librairie Publico 145, rue Amelot 75011 Paris. Les autres thèmes abordés sont, entre autres, les années politiques 70, le tournant d'Alger, Kateb Yacine, le rebelle, Fourier, la réflexion sur l'enfance, la contre-psy, etc.

2. In « Chronique des années perdues ».

3. Maurice de Gandillac, Hélène Védrine, Jean Toussaint Desanti et Olivier Revault d'Allones.

À propos de Serge Latouche



Jean-Pierre Tertrais

Groupe La Sociale de Rennes

ENTENDONS-NOUS BIEN, il ne s'agit pas de procéder à des amalgames et de réduire au même niveau tout ce qui s'écrit actuellement sur les thèmes de l'environnement, du développement, de la décroissance. Il ne s'agit surtout pas d'assimiler la richesse, la pertinence de la réflexion conduite par S. Latouche à la prose niaise des benêts de l'écologie. Mais précisément, lorsqu'une théorie de qualité est exposée, on est en droit d'espérer une conclusion à la hauteur. Or elle ne l'est pas. La nécessité de la décroissance et d'une « sortie » du capitalisme ne suscite aucun désaccord. C'est après que surgissent les divergences.

À une question sur la lutte des classes, lors d'un entretien avec l'équipe du CQFD (N° 21 de mars 2005), Serge Latouche répond : « Mais il n'y a pas de prolétariat conscient et organisé. Il y a bien antagonisme, mais pas les conditions d'une révolution telle qu'on la concevait au XIX^e. En revanche, il y a celles d'un effondrement du système. » Ces propos soulèvent plusieurs remarques.

D'abord, si la conscience de classe et la combativité des salariés, de plus en plus repliés sur leur sphère privée, ont été largement anesthésiées, c'est sans doute par la fascination du progrès technique, la généralisation du confort matériel, le matraquage publicitaire, l'idéologie du consumérisme et du spectacle, la « colonisation de l'imaginaire » ; c'est aussi par la démission des intellectuels. Quand la parole est confisquée par les théoriciens et les experts, quand ceux-ci détournent l'opinion publique des luttes quotidiennes vers les mascarades électorales, il ne faut pas s'étonner que la « piétaille » se démobilise, se désintéresse du débat, sombre dans l'indifférence, perpétue

cette sinistre servitude volontaire. Et, comme l'écrit Louis Janover dans *Voyage en feinte dissidence*, « la configuration du monde intellectuel qui est en train d'émerger dans l'espace consensuel réserve une place de choix à l'intellectuel critique – à condition qu'il renonce à la critique révolutionnaire de la société. »

Ensuite, il faudrait croire à l'effondrement du système et donc, sous-entendu, à une reprise en main, par les populations, de leur propre avenir. Si, effectivement, l'augmentation prévisible du prix du pétrole, notamment, risque d'affaiblir très sensiblement le système capitaliste, il serait dangereux de sous-estimer ses capacités de récupération, dangereux de minimiser l'efficacité des stratégies d'un pouvoir meurtri, mais pas encore moribond. Non seulement les détenteurs du pouvoir ne renonceront pas à leurs privilèges, mais ils recourront d'autant plus massivement aux forces de police et à l'armée qu'ils se sentiront menacés. Le scénario le plus probable est celui de la montée en puissance de nouveaux féodalismes, de mafias, voire de sectes et de fondamentalismes religieux exploitant la crédulité et le désarroi des peuples. L'avenir n'est pas nécessairement radieux, et la décroissance conviviale devra se mériter.

Évoquer de manière évasive un effondrement du système frise la malhonnêteté intellectuelle. L'effondrement de l'empire soviétique n'a pas laissé place à une démocratie vivante, mais a favorisé l'émergence de mafias en même temps que se forgeait une nouvelle alliance de l'État et du capital. Si les intellectuels, encore une fois, avaient contribué à dynamiser la confiance et le goût des combats collectifs, ces populations n'en seraient pas là aujourd'hui. Quand Serge



Latouche écrit : « Il est exclu de renverser la domination du capital et des puissances économiques... », de quel droit décrète-t-il la révolution improbable? La capacité politique des populations pourrait bien surprendre plus tôt que certains ne le croient.

Dans un article du *Monde diplomatique* de novembre 2005, il écrit : « L'élimination des capitalistes, l'interdiction de la propriété privée des biens de production, l'abolition du rapport salarial ou de la monnaie plongeront la société dans le chaos à travers un terrorisme massif qui ne suffirait pas, pour autant, à détruire l'imaginaire marchand. »

Si l'on comprend bien, l'effondrement annoncé du système serait une aubaine qu'il suffirait d'attendre, alors que sa disparition par une action révolutionnaire engendrerait le chaos. Mais n'est-ce pas le capitalisme lui-même qui est en passe de générer ce chaos et, notamment, dans quelques années, par l'augmentation considérable du prix du pétrole – phénomène sur lequel, curieusement, Serge Latouche n'est pas des plus prolixes? Faudrait-il aussi croire qu'un système qui exige une croissance continue pour sa seule survie puisse assurer une transition en douceur vers la décroissance?

Il nous semble découvrir dans cette frilosité un manque de courage politique, celui de la majorité des intellectuels. D'où l'incohérence d'une réflexion qui tente d'adapter des idées révolutionnaires à une stratégie réformiste. Aussi n'est-on pas surpris de lire dans « Décoloniser l'imaginaire » p. 153 : « L'adoption de l'impôt sur les transactions financières proposé par le très réformiste économiste James Tobin serait une mesure réformiste de salubrité publique planétaire. » Ou de lire dans « Le pari sur la décroissance » des propositions telles que : création d'un revenu maximum autorisé, limitation de la dimension des banques, internalisation des coûts de transport, relocalisation des activités, pénalisation de dépenses de publicité. Une telle naïveté est-elle possible? Peut-on attendre des capitalistes qu'ils se fassent harakiri ou des hommes politiques qu'ils imposent leurs exigences à ceux qui les tiennent en otage?

De même, dans le chapitre intitulé « Redistribuer la terre », Serge Latouche écrit : « Il s'agit de soustraire toujours plus de terre à l'agriculture productiviste, à la spéculation foncière, à l'emprise polluante de l'asphalte et du ciment, à la désertification... » Certes, mais comment? En dialoguant avec l'organisation humanitaire qu'est la FNSEA, en implorant le Crédit Agricole, en exploitant habilement la magnanimité des promoteurs ou en pariant sur la repentance des compagnies pétrolières? Pourrait-on même abolir la propriété privée par décret? Il est certes plus facile de croire à la « pédagogie des catastrophes » et au « réenchantement du monde » que d'œuvrer pleinement au renversement de l'ordre établi.

Il déclare, dans l'ouvrage déjà cité, p 117 : « La confrontation violente et le conflit acharné, tout à fait caractéristiques de la rationalité occidentale, ne sont pas l'univers où se meut et où doit se mouvoir l'organisation alternative. » Il n'est pas certain que les intellectuels puissent longtemps se permettre de donner des leçons aux populations. On peut comprendre qu'il ne soit pas aisé, pour un universitaire, de revendiquer l'étiquette « révolutionnaire », mais qu'au moins Serge Latouche ne ferme pas la seule voie susceptible d'offrir à l'homme un avenir décent, la révolution sociale et libertaire. Quand il affirme – à juste titre – que certains sont prêts à faire passer la population mondiale de six milliards et demi à six cents millions, il devrait convenir que le démantèlement des multinationales ne se fera pas dans une infinie tendresse. Que peut-on négocier avec des criminels? Si notre but commun est une société conviviale, nous ne ferons malheureusement pas l'économie de conflits, d'affrontements – la violence se trouvera d'ailleurs du côté des puissants acharnés à préserver leurs fortunes et leurs privilèges.

Il est navrant de constater que, partant d'une analyse pourtant très différente, les propositions de Serge Latouche rejoignent finalement celles d'Attac qui recrute parmi les néo-petits bourgeois intellectuels dont le souci, en manifestant de manière pacifique et festive contre les « maîtres du monde », est d'éviter de remettre en question la légitimité du capitalisme pour en dénoncer le seul dévoiement financier, et dont le programme se résume à entraver la spéculation internationale, à taxer les revenus du capital, à sanctionner les paradis fiscaux, à empêcher la généralisation des fonds de pension. Il faudra beaucoup moins de crédulité et beaucoup plus de détermination pour faire trembler le patronat.

J.-P. T.



Apologie du casseur

LES PROFS DE PHILO sont des gens bien (quelques-uns). Après Gilbert Molinier et sa Gestion des stocks lycéens, Serge Roure, prof de philo à Vitrolles (ville célèbre pour la droiture de son électorat), a écrit *Apologie du casseur*, publié aux éditions Michalon (12 euros). Sur la quatrième de couverture, ces mots : « parce que la violence a sa légitimité, comme la patience a ses limites ». Il s'agit de défendre et de justifier les émeutiers de novembre 2005, les karchérisables, qui n'ont hélas pas réussi à karchériser le nain hystérique. Il vaudrait mieux pour lui d'ailleurs que Roure ait eu tort d'écrire, à propos des humiliations quotidiennes libéralement infligées aux gamins des cités « le plus insupportable tient peut-être dans le mépris, ou la naïveté, des gagnants du jeu social qui s'étonnent du manque de résignation des perdants ».

Roure passe par un chemin étonnant, mais très juste, pour bâtir son apologie de la révolte des jeunes à qui il enseigne, par exemple, que le Tony Montana de *Scarface*, film idolâtré par les lascars, est une parfaite illustration du Calliclès de Platon, soit l'homme entièrement dirigé par ses plaisirs.

Le chemin de Roure passe par deux phrases, l'une de Nietzsche, l'autre de Spinoza. Nietzsche d'abord : « La doctrine de la volonté a été principalement inventée à des fins de châtement. » La « volonté » est ce libre arbitre de l'être humain dont les chrétiens se gargarisent pour résoudre la contradiction entre un Dieu bon qui sait tout, prévoit tout, contrôle tout, et une réalité catastrophique où ses créatures mentent, volent, exploitent, torturent et tuent. En réduisant les problèmes de déterminisme social à des choix moraux individuels, on fait passer la faute des épaules des créateurs et profiteurs de l'ordre social à celles, moins capables de rejeter le fardeau, des dominés.

La phrase de Spinoza, ensuite : « Nous ne désirons pas une chose parce que nous la jugeons bonne, mais nous la jugeons bonne parce que nous la désirons. » En d'autres termes, les idéologies, les constructions morales, les principes éthiques (et en particulier les religions) sont, non pas la cause des actes humains, mais leur justification après coup.

Ce qui est exactement ce que raconte quelqu'un dont je bassine les oreilles des lecteurs

du *Monde libertaire* depuis longtemps, Pascal Boyer dans *Et l'homme créa les dieux* (Folio), qui dit précisément la même chose. Les paresseux qu'effraient les 500 pages de Boyer pourront se contenter des 50 pages d'*Attention religion, pourquoi la religion colle, et quelques conseils pour la décoller* (ACL, 4 euros). Roure se livre à une discussion fort claire de la notion fumeuse de libre-arbitre (la notion de libertés des individus les uns par rapport aux autres, est, elle, nettement moins fumeuse). Il rappelle qu'il n'y a rien d'étonnant qu'en réponse à l'ahurissante violence subie par les jeunes des cités, familles déracinées, banlieues démunies, contrôles policiers arbitraires et provoquants, humiliation d'un système scolaire plus fait pour proclamer l'incompétence qu'engendrer la compétence, avenir bouché, etc., ceux-ci répondent par leur propre violence. Je dirais pour ma part que l'étonnant est que nous ne soyons pas en guerre civile.

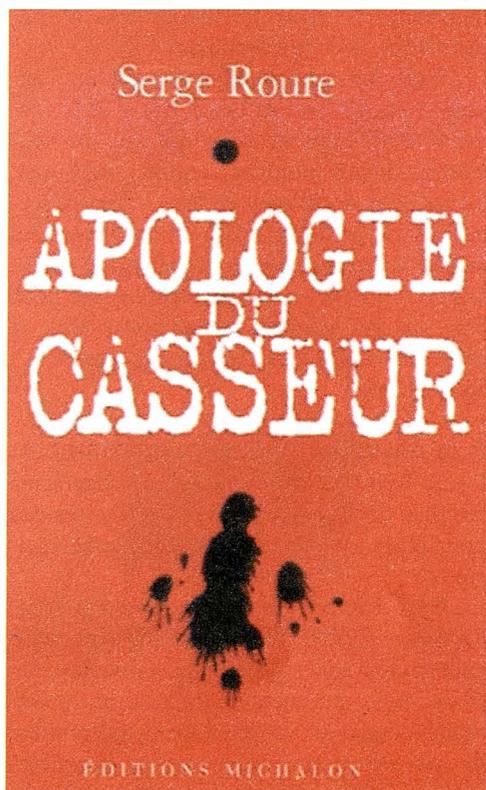
On ne saurait donc assigner aux émeutiers un sens moral dégradé ou inexistant parce qu'ils se révoltent, on ne saurait leur opposer un libre-arbitre imaginaire, qui leur laisserait le choix entre accepter les coups de tonfa (bon) et envoyer des cocktails Molotov sur les cars de CRS (mauvais).

Plus classique, mais parfaitement mené, le passage suivant :

« Des jeunes ont été condamnés à trois, quatre, quelquefois cinq mois de prison, toujours ferme, pour incendie de poubelle(s). En ne retenant que le jugement le plus clément rendu contre un incendiaire de poubelles - trois mois pour une poubelle - et les trois ans réservés aux policiers reconnus coupables des meurtres d'Habib le Toulousain et de Riad le Lillois (en faisant comme si les trois ans étaient sans sursis, c'est-à-dire en supposant la justice plus sévère qu'elle ne l'est réellement avec les agents de l'ordre) on arrive à ce constat qu'une vie d'Arabe en France vaut douze poubelles. »

Nestor Potkine

qui, dans le local à poubelles de son immeuble, prend la pose pour réciter « être ou ne pas être, telle est la question... »



Serge Roure, *Apologie du casseur*, Editions Michalon, 2006, 107 pages, 12 euros. Disponible à la librairie Publico, 145, rue Amelot à Paris (XXI^e)

Attention religion !

« Dieu est mort », signé Nietzsche
« Nietzsche est mort », signé Dieu
(Slogan de mai 1968)

« J'ai vu Dieu. Elle est noire, communiste, et lesbienne. »
(Anne-Marie Fauret)

Caroline

La Rue

Face à la religion : argumenter, se moquer, tenter de comprendre ?

Du côté athée, les livres tentant de démontrer l'absurdité de la croyance ne manquent pas, des 12 preuves de l'inexistence de Dieu¹ (publié en 1903) de Sébastien Faure jusqu'au plus récent Cours accéléré d'athéisme² écrit par deux professeurs en réponse au gouvernement espagnol qui, en 2004, imposa un cours de religion catholique aux écoliers. Ce livre se veut le pendant des catéchismes religieux, mais on touche vite aux limites d'une telle entreprise, car comme le précisent les auteurs : la difficulté essentielle réside dans le fait qu'il n'existe pour les athées ni dogme ni vérité révélée. Ils n'ont à proposer qu'une « incitation à la réflexion » : « L'athée n'est ni un impie ni un blasphémateur (comment médire de l'inexistant), mais un homme qui désire continuer à penser. »

J'ai emprunté les citations (en exergue) au savoureux Guide du Paradis³ de Pierre Conesa, qui prend à la lettre l'affirmation que « la première obligation de l'athée consiste à croire en tous les dieux ». L'auteur, bien documenté, démonte, sous forme d'un guide de voyage humoristique, les stratégies de marketing mises en place par chaque secte ou religion pour recruter leurs fidèles. Pas facile, après ça, de choisir un paradis. D'autant plus qu'il est bon de se poser quelques questions de bon sens auparavant, par exemple : « Faut-il partir armé, sachant que nombre de personnes rencontrées là-haut se sont illustrées par des masques de masse ? »

La lecture de ce livre, démonstration par l'absurde de l'absurdité des religions, devrait suffire à faire réfléchir n'importe quel croyant. e... On sait pourtant qu'il n'en sera rien, et qu'il ne fera rire que les agnostiques ou athées déjà convaincu.e.s. Faisons-nous plaisir : ce petit livre (trop court !) est un chef-d'œuvre de pensée ironique, joyeusement blasphématoire. Mais ne nous leurrions pas : si nous voulons lutter contre l'esprit religieux, il faut aller plus loin.

Qu'est-ce qui, dans la religion, séduit ?

Et c'est là qu'intervient Jean-Manuel Traimond, avec une brochure sous-titrée : Pourquoi la religion colle et quelques conseils pour la décoller. À l'origine,

une question : pourquoi les gens croient ? Et pourquoi, malgré tous nos arguments, ne parvenons-nous pas à les convaincre de leur erreur ? Il y a là, indéniablement, un mystère pour les athées !

Et si l'on essayait, au-delà des évidences (la religion est anti-scientifique, opprime, etc.), d'appréhender les mécanismes, plus ou moins conscients, de la foi ? Au risque, évidemment, de découvrir que nous ne sommes pas épargné.e.s par certaines croyances...

Jean-Manuel Traimond, esprit rationnel, logique et méthodique, part d'une question de base : « Ou bien il y a dans l'esprit humain quelque chose qui le pousse vers la foi, ou bien il y a dans la foi quelque chose qui séduit l'esprit humain. » Puisque l'on ignore l'existence d'un « gène de Dieu », il reste la deuxième hypothèse. Cherchons donc ce qui, dans la foi, peut être si attirant.

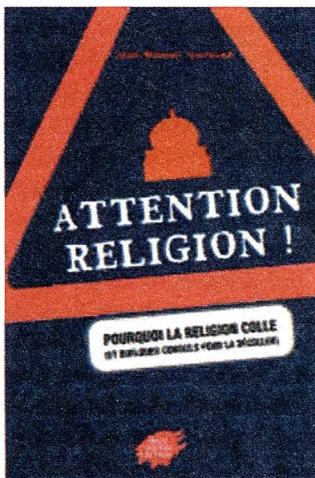
Traimond propose d'y répondre en s'appuyant sur un livre de Pascal Boyer, Et l'homme créa les dieux. Ceux et celles qui ont pu l'entendre, depuis plusieurs années, expliquer, commenter et critiquer ce livre – dont la lecture se révèle assez ardue – connaissent ses talents de vulgarisateurs de théories séduisantes, et lui seront reconnaissant.e.s de nous faire partager les fruits de son travail et de sa réflexion dans une brochure concise et agréable à lire.

À la découverte du cerveau humain

Pascal Boyer s'appuie sur les (relativement) récentes découvertes en sciences du cerveau pour proposer une interprétation du fait religieux.

Pour contrer les croyances religieuses, l'athéisme doit en effet fournir une explication entièrement matérialiste de la conscience. Or, savons-nous comment fonctionne notre cerveau ? L'esprit est divisé en un grand nombre de systèmes qu'il coordonne. C'est la concurrence entre plusieurs systèmes qui peut nous aider à comprendre certaines contradictions.

Boyer propose en outre un outil qui permet d'expliquer pourquoi le nombre de concepts religieux est, somme toute, limité. En effet, parmi toutes les croyances, certaines assertions ont davantage de succès que d'autres. Exemple (indiscutable) donné par Traimond : « L'idée que la récitation de



Jean-Manuel Traimond, *Attention religion ! Pourquoi la religion colle (et quelques conseils pour la décoller)*, Lyon, Atelier de Création Libertaire, 2007, 38p., 4 euros (en vente à Publico)

certaines paroles peut changer le monde physique est très courante, l'idée que manger des courgettes rend immortel est très rare. » Pourquoi la première idée (pas plus vraie que la seconde, ni plus réconfortante) s'est-elle répandue?

La théorie des « mèmes » (éléments culturels) permet d'avancer une explication. Boyer propose d'appliquer la théorie de l'évolution à la diffusion de ces éléments de la culture. Il s'agira donc d'observer comment de tels éléments se retrouvent dans les religions, comment ils sont créés, utilisés et transmis. Des exemples? « une prière, un nom d'ange, un rituel, une description des enfers, l'idée que les morts habitent la cave, l'idée que les ancêtres punissent l'égoïsme » — autant de mèmes qui « ont du succès », car ils se sont reproduits. Reste à comprendre comment ces mèmes — davantage que d'autres — ont réussi à séduire.

Les mèmes qu'on aime

Jean-Manuel Traimond s'attarde sur le cas du traitement des cadavres — sujet sur

lequel toutes les religions donnent des règles précises. Or, deux systèmes, dans notre cerveau, entrent en jeu ici: d'une part, il faut faire disparaître un corps en putréfaction, potentiellement dangereux; d'autre part, il faut garder trace des personnes aimées. Un même qui permet de résoudre ce conflit aura toutes les chances de réussir.

Car il faut garder à l'esprit qu'avant même l'unification — artificielle — d'une religion, avec ses dogmes et son clergé, il y a des attitudes, des comportements religieux: c'est à cela qu'il faut s'attaquer, et pas seulement aux institutions.

On sort de la lecture de cette brochure avec plein d'idées pour tenir tête aux croyant.e.s de tous bords. Il ne s'agit pas pour autant d'un guide de l'athée militant, mais plutôt d'une piste de réflexion. Pas simple, c'est certain — et l'on pourrait juger trop difficile, ou inutile, le détour par les « mèmes » pour critiquer la religion. Mais le risque est alors de s'en tenir à des slogans — tout le contraire de ce que nous propose la collection Texte/Contre-texte de l'Atelier de Création Libertaire: donner la parole à des « défricheurs de chemins anarchistes ».

Et c'est bien en défricheur que Jean-Manuel Traimond nous guide à travers une pensée complexe, jamais complaisante. Loin de s'en tenir au simple compte-rendu du livre de Boyer, il éclaire ces analyses à la lumière de la pensée anarchiste, pour aboutir à une réflexion sur notre société de technologie avancée et pour critiquer la foi... dans la science — qui n'épargne pas toujours les militant.e.s libéraires! Et comme la brochure se termine sur un bel éloge des livres, je ne résiste pas à cette dernière citation: « Les révolutions se font à coups de fusils, mais ce sont les livres qui montrent les cibles. » **C.**

1. Sébastien Faure, Les 12 preuves de l'inexistence de Dieu, Les éditions libertaires, 2004

2. Antonio López Campillo, Juan Ignacio Ferreras, Cours accéléré d'athéisme, Éditions Tribord, 2004

3. Pierre Conesa, Guide du Paradis. Publicité comparée des Au-delà, L'Aube, 2007

Livre noir

des atteintes à la laïcité

LE 10 DÉCEMBRE 2005, à l'occasion du centième anniversaire de la loi de 1905, eut lieu, à Paris, une grande manifestation laïque. Il s'agissait de défendre et de promouvoir cette loi qui instaurait la séparation des Églises et de l'État.

Dans la foulée de cette manifestation, la Fédération nationale de la Libre Pensée impulsa la mise en œuvre d'inventaires laïques recensant les atteintes portées à cette loi. Avec en point d'orgue, en décembre 2006, la réunion, à Paris, des États généraux de la défense de la laïcité. Et, ce livre, qui est un condensé de tous les « cahiers de doléances » laïques rédigés ici et là.

Disons le tout net, le livre noir des atteintes à la laïcité est vraiment un livre noir. Très noir!

L'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 qui énonce clairement que l'État « ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte » a été, en effet, largement mis à mal en un siècle. À tel point qu'aujourd'hui, via les aides consenties par l'État et les collectivités territoriales à l'enseignement privé (essentiellement catholique), les exonérations fiscales accordées aux associations culturelles, la participation à l'équilibre du régime de Sécurité sociale des cultes, les diverses mesures contribuant au financement du patrimoine immobilier culturel, les subventions de toutes sortes en faveurs d'associations d'inspiration confessionnelle, la prise en charge par l'État des

dépenses des cultes en Alsace-Moselle... tout cela aboutit à ce que l'État, les communes, les départements, les régions, reversent chaque année 10 milliards d'euros à la seule église catholique. Soit 20 % du produit de l'impôt sur le revenu. Un rien!

Comme on le voit à travers ces chiffres et pourcentages, la loi de 1905 et le principe même de la laïcité ont été malmenés sévèrement.

On le savait plus ou moins.

Mais on ignorait (je parle pour moi) l'étendue des dégâts!

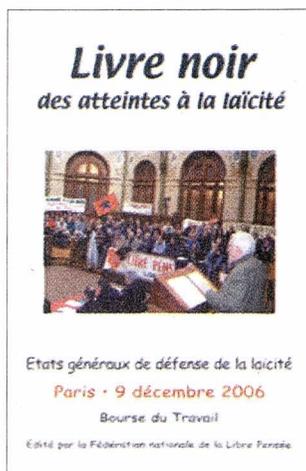
C'est le grand mérite de ce livre, précis, documenté, implacable, que d'ouvrir les yeux aux mal voyants dans mon genre et de nous faire prendre conscience de la gravité et de l'intensité des coups portés à la laïcité par les différents pouvoirs qui se sont succédés dans ce pays depuis un siècle.

Un livre à lire, donc, tant il sonne « le toc-sin » à propos de l'urgence qu'il y a à se mobiliser le plus vite et le plus largement possible pour aller batailler sur le front de l'anticléricisme, de l'anti-religiosité et de l'athéisme.

Vive la Commune et à bas la calotte! Nom de dieu!

Chaucre le 21 mai 2006

Jean-Marc Raynaud
groupe Nous Autres



Ouvrage collectif, **Livre noir des atteintes à la laïcité**, édité par la Fédération nationale de la Libre Pensée. En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011, Paris. 7 euros + 1 euros pour le port. Chèque à l'ordre de Publico.

Radio libertaire

Jeudi 31 mai

Chronique hebdo à 10 heures: Analyse libertaire de l'actualité par Jacques et Gérard.

De rimes et de notes à 12 heures: Actualité de la chanson et du spectacle. Marlène recevra «Les petites roues».

Si vis pacem à 18 heures: Le scandale du commerce des armes. Campagne internationale contre les profiteurs de guerre.

Les enfants de Stonewall - Bodyfreaks à 19h 30: Jeux de genre et jeux vidéo. Des couples homos du monde réel nés de couples hétéros de jeux de rôle, des pédés radicaux qui vivent de parfaits mariages hétérosexuels dans les mêmes jeux de rôles, jouer le rôle de "l'autre sexe" sur des chats internet... "BodyFreaks" et ses invitéEs s'intéressent à ces petits jeux de genre si loin, et pourtant si proches, des grandes problématiques militantes. (Exceptionnellement, cette émission sera diffusée en différé).

Entre chiens et loups à 20h 30: Art & Anarchie. Invité: Alessi Dell'umbria, pour *Histoire universelle de Marseille, de l'an mil à l'an deux mille* (collection Mémoires sociales).

Epsilon à 22 heures: Électrons libres Musiques expérimentales et expérimentations sonores.

Vendredi 1er juin

Place aux fous à 13 heures: PAF Musique Diffusion de l'entretien avec le groupe belge «Univers Zéro», qui a accepté de recevoir Radio libertaire à l'occasion d'un concert exceptionnel à Paris. Musique sombre, violente et cérébrale à la fois, avec une instrumentation inusitée (violon, basson, harmonium, basse électrique, batterie), UZ est un groupe profondément (profond, dément) original. Il est l'auteur d'une des pièces les plus terrifiantes de la galaxie rock (La Faulx), qu'on peut ranger aisément à côté du Sister Ray du Velvet Underground.

Samedi 2 juin

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures: Attention, religion! De quoi s'agit-il? Alors que depuis deux cents ans, il a été démontré que toutes les religions sont fausses, elles survivent. Six milliards d'humains, combien de milliards de croyants? Pourquoi les religions résistent-elles? Avec Jean manuel Traimond.

Chronique syndicale à 11 h 30: Lutes et actualités sociales 11 h 30-12 h 30: Cheminots engagés (9 500 biographies en Mémoire, XIX^e et XX^e siècle), avec Pierre Vincent et Georges Ribeill (éditions de l'Atelier); 12 h 30- 13 h 30: Dossier Santé et Société.

Chroniques rebelles à 13 h 30: Débats, dossiers, rencontres... *Loin des Censier battus*, témoignages et documents sur le mouvement contre le CPE et la précarité à la Sorbonne nouvelle.

Deux sous de scène à 15 h 30: Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Tribuna latino-américana à 19 heures: Actualité politique de l'Amérique Latine. L'émission accueillera Romel Louis-Jacques, secrétaire de la plate-forme des associations franco-haïtiennes, et Auristel Hyppolite, président fondateur de l'association Vinous (Vision pour une nouvelle société). Depuis leur dernière intervention à l'antenne en janvier dernier, nos invités haïtiens nous diront quels changements se sont produits en Haïti, où la violence semble avoir quitté le terrain, mais pas la misère du peuple haïtien. Et de là, on parlera de la surexploitation de la main d'œuvre haïtienne à St-Domingue, dans l'autre partie de l'île.

Dimanche 3 juin

Chants/Contrechamps à 15 h 30: Cinéma: bilan du 60^e Festival de Cannes; les films à l'affiche; présentation de l'UFFEJ (Union Française du Film pour l'Enfance et la Jeunesse). Chanson:

nouvel album de Gil Solias «Politico sportivo»

Le Mélange à 17 heures: L'émission de toutes les musiques Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Lundi 4 juin 2007

Les mangeux d'erre à 09 h 30: Lecture choisie de textes sur l'écologie.

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ondes de choc à 16 heures: Magazine culturel. Invité: Jean-Pierre Lecercle, pour *Littérature et anarchies depuis la fin du XIX^e siècle* (éditions Place d'Armes).

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30: Humour et humeur noirs... Revue de presse politiquement incorrecte, par la bande des Carmélites Pentus.

Mercredi 6 juin

Blues en liberté à 10 h 30: Émission musicale blues. Mississippi John Hurt, troubadour bluesy.

Le manège à 14 heures: L'invité littéraire: Philippe Doumenc, pour *Contre-enquête sur la mort d'Emma Bovary* (éditions Actes Sud), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Rés les murs à 20 h 30: Actualités des lutes de prisonniers Nous recevons le docteur Philippe Carrière, ancien chef de service d'un Service médical pénitentiaire Régional (SMPPR). Il vient pour nous alerter sur la mise en place d'Unités ospitalières spécialement ménagées (UHSA). Ce seront des structures de soins sécurisées par l'administration pénitentiaire à l'intérieur des hôpitaux généraux, pour des détenus présentant des troubles psychiatriques.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 31 mai Paris 11^e

Discussion-débat autour de la lutte contre le CPE, à partir de l'ouvrage *Loin des Censier battus* (CNT-RP, 2007, 255 pages) en présence d'étudiants, profs et latos Organisé par la librairie Quilombo. À 19h45, au CICP, 21ter, rue Voltaire.

Vendredi 1^{er} juin Rouen

Soirée poésie. Panorama de la poésie actuelle et présentation du nouveau recueil de Guy Pique *Haut Corps* (K. éditions) à la librairie l'Insoumise, au 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 2 juin Paris 20^e

Le groupe Idées noires de la Fédération anarchiste vous donne rendez-vous à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise, rue des Rondeaux, à l'occasion de la commémoration annuelle de la Semaine sanglante, organisé par les amis de la commune, à 14h30 heures. Métro Gambetta.

Paris 11^e

Débat à la librairie Publico, 145 rue Amelot, à 16 heures. Pascal Charbonnat, Guillaume Lecointre et Marc Sylberstein viendront nous parler de la passionnante « histoire des philosophies matérialistes » que vient d'écrire Pascal.

Dimanche 3 juin Ivry-sur-Seine (94)

Gala annuel de l'Union pacifiste au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Entrée 13,50 euros (10,50 euros pour les étudiants, éremistes, enfants de moins de 16 ans... gratuit pour les enfants de moins de 6 ans). Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, ligne 7. Bar et petite restauration disponible sur place. Plus d'informations sur www.forumleofferre.com

Mercredi 6 juin Paris 20^e

ARCC organise une soirée consacrée à André Robèr (du groupe la Vache folle), peintre, poète et éditeur des Éditions K'A, à 19 heures, 160, rue de Pelleport. Soirée préparée et présentée par Dominique Jeantet avec la participation de Stéphane Hoarau.

Jeudi 7 juin Merlieux (02)

Rencontre avec Frédéric H. Fajardie, auteur des *Foulards rouges*, du *Voleur de vent*, de *La Lanterne des morts*, de *La Nuit des chats bottés*, de *Chronique d'une liquidation politique*, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 0323801709.

Paris 11^e

Présentation du numéro 14 de la revue offensive «l'horreur touristique», avec Rodolphe Christin, auteur de *Anatomie de l'évasion* et de *Dissidence de la broussaille*. À 20h au bar le Lieu dit 6 rue sorbier, Paris XX^e, m^o Ménilmontant. Dans le cadre de la Librairie éphémère. Organisé par OLS Paris, 21ter rue Voltaire, Paris XI^e. <http://offensive.samizdat.net>, ols.paris@no-log.org

Samedi 9 juin Paris 18^e

Rencontre-débat avec Céline Beaudet qui nous parle de son ouvrage *Les Milieux libres: vivre en anarchiste à la Belle Époque* à 15h30, à la bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert Planquette.

Mardi 12 Juin Ivry-sur-Seine (94)

Réunion publique. Violence, non-violence, action directe et avant-gardisme dans le mouvement ouvrier et social. Le débat sera

précédé par la projection du film documentaire "The Weather underground" de Sam Green et Bill Siegel. Ce film relate l'histoire d'un groupe d'étudiant aux USA dans les années 60 qui créent une formation révolutionnaire armée.

Soirée à l'invitation du groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste). À 20 heures au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès. Métro : Pierre-Curie. Bar et petite restauration. Entrée libre

Jeudi 28 juin Ivry-sur-Seine (94)

Soirées de soutien au Forum Léo-Ferré du 28 au 30 juin. Le 28: Céline Caussimon, Annick Cisaruk, Bruno Daraquy, Wladimir Anselme. Au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Entrée 15 euros pour une soirée, 28 euros pour deux soirées, 40 euros pour les trois. Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, ligne 7. Bar et petite restauration disponible sur place. Plus d'informations sur www.forumleofferre.com

Vendredi 29 juin Ivry-sur-Seine (94)

Soirée de soutien au Forum Léo-Ferré du 28 au 30 juin. Avec Jean-Pierre Réginal, Alain Léamauff, Chris Lancry, Vincent Absil. Voir jeudi 28 juin.

Samedi 30 juin Ivry-sur-Seine (94)

Soirée de soutien au Forum Léo-Ferré du 28 au 30 juin. Avec Yannick Le Nagard, Claude Astier, Bernard Joyer, Sarclo. Voir jeudi 28 juin.



